

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

LES « AUTONOMES » ET LE SYNDICALISME

Il faut bien que nous parlions du phénomène « autonome » qui vient encore de se manifester avec éclat (on devrait écrire ce mot au pluriel) à la fin de « la marche sur Paris » organisée et dirigée par la CGT pour le soutien des ouvriers sidérurgistes du Nord et de Lorraine, chassés de leur travail et de leurs foyers.

D'abord est-ce que c'est nouveau ? Il faut répondre non. Le mouvement ouvrier a toujours connu à sa marge des éléments dits « inorganisés », radicalisés dans leurs moyens, qui voulaient pousser les manifestations ouvrières, dans leurs différents types, au-delà de leurs objectifs, plus exactement au-delà des objectifs que les leaders reconnus du mouvement leur avaient donnés. S'il fallait faire de l'histoire, on retrouverait les actions de ces éléments « incontrôlés », c'est-à-dire en dehors de l'ordonnance prévue par les organisateurs, aussi bien que par les services de police, dans toutes les manifestations de révolte. Pour ne pas remonter plus loin, souvenons-nous des « katangais » parasitant le mouvement des étudiants de 1968.

Mais qui sont donc ces éléments, d'où viennent-ils ? La réponse n'est ni immédiate ni unique. Il en est qui sont déclarés « inorganisés » simplement parce qu'ils ne respectent pas les mots d'ordre et les consignes du service d'ordre de la CGT. On sait notamment que les anarchistes ont toujours tenu à marquer de leur présence et de leur action spécifique les manifestations de masse, même quand ils ne les approuvaient pas. On verra que ce fut encore le cas ce 23 mars. Les anarchistes ne sont pas des « autonomes ».

Ceux-ci sont ainsi désignés — et ils se désignent eux-mêmes ainsi — par leur refus, leur rejet de tout ce qui est organisation établie : syndicats, partis, groupements déclarés, considérés par eux comme des adversaires à combattre autant, et peut-être davantage, que le pouvoir en place. Pourtant, dans leurs « exploits » du 23 mars, ils ont révélé une organisation certaine, supposant association et entente préalables.

Mais, sociologiquement, comment classer ces « autonomes » ? Ce n'est pas tellement facile quand on les définit d'emblée comme des « déclassés ». Ce sont des jeunes en général, des pauvres en majorité, qui se recrutent à la lisière du prolétariat manuel ou intellectuel. Ils sont là quelque-

DANS CE NUMERO :

- **Sur la violence en question**
par Nicolas FAUCIER
- **Grève et Service public**
par Raymond GUILLORE
- **Non ! le nucléaire n'est pas le progrès**
par Yvette GRILO
- **La Vendée iranienne**
par Y. SANTEUIL
- **Lettre d'Amérique**
par Pierre AUBERY

fois par leur volonté, mais plus souvent parce que les circonstances, la crise économique-sociale actuelle, les y ont jetés. Ils se sont mis « en dehors » ou on les y a mis. Ce sont vraiment eux qui n'ont plus rien à perdre que leurs chaînes, ce qui explique la détermination violente de leurs actions souvent dérisoires et infantiles.

C'est ce que Marx appelait « le lumpen prolétariat », le prolétariat en haillons, et il ne voyait pas en lui un facteur de révolution, au contraire. La question a pourtant été plusieurs fois posée dans le mouvement ouvrier : ces marginaux sont-ils des stimulants de l'action révolutionnaire, ou bien plutôt sont-ils destinés à être utilisés et récupérés par la contre-révolution, la réaction sociale sous ses formes les plus violentes ?

La première thèse a eu ses défenseurs et même ses théoriciens. Notre ami Pierre Aubéry vient de publier une biographie d'un certain Mécislas Golberg (1) ; celui-ci voyait dans cette couche que produit nécessairement, selon lui, la société, le seul facteur capable de la détruire. L'expérience historique — pour certains d'entre nous une expérience contemporaine — vient appuyer la seconde thèse : ce sous-prolétariat est un bon terrain pour les réactionnaires, pour les ennemis du mouvement ouvrier (quand il n'est pas déjà manipulé par eux). Le fascisme et l'hitlérisme y ont recruté leurs sbires.

Pour en revenir à la manifestation du 23 mars et à ses suites, ce ne sont certainement pas les agissements de la police et les arrestations qu'elle a opérées à l'aveugle (mais est-ce bien à l'aveugle ?) qui nous informeront sur l'identité de ces « casseurs », briseurs de vitrines et pilleurs d'épaves. Trente-deux manifestants comparaissaient trois jours après devant le tribunal des flagrants délits. Parmi eux douze militants de la Fédération Anarchiste qui firent preuve d'une belle solidarité et qui, de la façon la plus évidente, n'avaient rien cassé. La Fédération Anarchiste s'était d'ailleurs déclarée contre la manifestation telle qu'elle était organisée. Mais, fidèles à leurs habitudes, un groupe de militants « anars » se rendait sur le lieu de la manifestation, en brandissant des drapeaux noirs ; cela suffisait pour que la police, également fidèle à ses habitudes, intervienne sans ménagement et arrête douze d'entre eux « préventivement ». Dix de ces militants furent libérés à l'audience en attendant jugement sur le fond ; deux autres, ouvriers authentiques, furent maintenus en détention parce qu'on avait trouvé sur eux des morceaux de ferraille, armes par destination.

Parmi les autres arrêtés, combien pouvaient être vraiment comptés comme « casseurs » ? Il y avait là un habitant de Longwy, chômeur, fils de sidérurgiste ; un O.S. d'une tréfilerie des Ardennes ; un lycéen de Paris, garçon réputé doux. Ces camarades n'ont probablement rien à voir avec les « autonomes ». Il faut attendre les audiences de renvoi du début d'avril pour être peut-être éclairés sur eux et leur « idéologie » s'ils en ont une (2).

(1) Mécislas Golberg (1868-1907) de Pierre Aubéry, Librairie « Lettres Modernes », 73, rue du Cardinal Lemoine, 75005 Paris.

(2) Ce ne sont pas les lourdes peines de prison, s'appuyant sur des témoignages vacillants de policiers et frappant, les 2 et 3 avril, des jeunes gens inoffensifs qui nous feront changer d'avis : la répression est bête et méchante.

Le comportement de la police, ou des polices, pendant cette journée du 23 mars, a prêté à beaucoup d'interrogations. On a entendu des syndicats de policiers critiquer les « anomalies » de ce comportement. Nous n'avons aucune vocation pour apprendre leur métier aux policiers. Mais ce ne serait pas la première fois que des étrangetés seraient constatées dans les services dits d'ordre, que des rivalités se feraient jour entre les différents corps de police, que ce qu'on peut appeler des provocations seraient révélées. Les dirigeants de la CGT affirment avoir démasqué, grâce à leur service d'ordre, un policier provocateur. Dans ce cas particulier, nous ne l'affirmerons pas derrière eux parce qu'ils ne nous ont pas habitués à dire la vérité. Mais nous croyons que la provocation fait partie de l'arsenal des polices.

**

Il reste à nous situer par rapport à cette « autonomie ». Sommes-nous des « autonomes » ? Certainement pas, sauf si l'on entend par autonomie celle de la pensée libre à l'intérieur du mouvement syndical ouvrier tel qu'il est, sauf si l'on entend le droit de penser autrement. Mais ces écervelés n'ont rien à voir avec le mouvement réel dont nous ne nous séparons pas. Eux s'en séparent.

Au nom de quelle révolution ? La révolution prolétarienne ne consiste pas à briser des vitrines, à incendier quelques voitures, à fabriquer des cocktails Molotov (un nom de triste mémoire). Ce ne sont même pas du tout des exercices préparatoires à une quelconque insurrection. L'expérience historique nous a appris que ces insurrections, ces terreurs, même si elles sont autre chose que ces balbutiements, conduisent rapidement à de nouvelles tyrannies, à la restauration des valeurs qu'elles prétendaient avoir détruites. La révolution sociale est une période de l'histoire qui est aussi celle des révolutions techniques. Les syndicats ouvriers y jouent leur rôle en permanence ; les travailleurs s'appuient sur eux, même quand ils ne sont pas syndiqués, même quand il arrive qu'ils les précèdent et les dépassent dans l'action. Nous pouvons regretter et combattre leur orientation. Nous pouvons ne garder aucune illusion sur ce qu'on appelle quelquefois leur « redressement ». Il n'en demeure pas moins qu'en France comme en Grande-Bretagne, comme en Europe — probablement comme partout — ils sont encore la seule force de résistance et d'opposition au pouvoir capitaliste, au pouvoir d'Etat en général.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607-02-06

Abonnements (y compris Marché Commun) :

6 mois, 40 F — 1 an, 80 F.

Autres pays : 6 mois, 50 F — 1 an, 100 F.

C.C.P. 734-99 Paris

SUR LA VIOLENCE EN QUESTION

L'a-t-on assez dit et répété : la violence appelle la violence. Cela s'est encore vérifié tout dernièrement à Longwy, Denain, Valenciennes lors des graves incidents qui ont mis aux prises manifestants et policiers, après ceux de Saint-Nazaire, Saint-Chamont et autres lieux.

Séquestrations, barrages de routes, trains bloqués et déchargés sur la voie, attaques de commissariats de police, occupations de lieux publics et mises à sac de sièges patronaux, archives et meubles jetés par les fenêtres et détruits par le feu obligeant les pompiers à intervenir, etc. Ainsi s'exprime la révolte des travailleurs de la sidérurgie las des promesses non tenues et qui voient s'ouvrir devant eux, inexorablement, le gouffre du chômage.

Côté patronal et gouvernemental, comme toujours en pareil cas, on ne veut y voir, ou plutôt à nous faire croire à quelque ténébreuse machination politique ou autre. On n'en est plus à brandir l'épouvantail de l'« homme-au-couteau-entre-les-dents », mais, à défaut d'arguments, on avance celui de la politisation des conflits et le parti communiste se voit clairement désigné. Ce qui ne serait, certes, pas la première fois qu'il interviendrait à cet égard et nous n'avons pas manqué ici d'en souligner les méfaits.

Cependant, c'est pour l'heure une diversion vraiment trop abusive, car la réalité est tout autre. Accrochés à leurs privilèges, les obsédés de la course au profit et leurs larbins de plume et de l'écran à la recherche d'un bouc émissaire, tout comme nos distingués technocrates, ministres et sous-ministres, dans leur mépris de la masse corvéable des « porteurs de pancartes », refusent de s'efforcer de saisir ce qui peut se passer dans le cerveau du travailleur anxieux de se voir brutalement chassé de son emploi et de voir s'installer à demeure la détresse dans son foyer, celui de sa famille, cela sans aucun recours possible dans une région où la sidérurgie est la seule industrie. Pour lui c'est le trou noir où sombrent les projets d'avenir échafaudés naguère. Aussi ne compte-t-on plus les dépressions nerveuses et leurs séquelles pathologiques.

Pourtant, le chef en titre de ce qu'il est convenu d'appeler la majorité, notre Giscard national, dans un de ses propos pseudo-paternalistes, avait assez bien défini cet état d'esprit se traduisant selon lui par « la fureur et le désespoir ». Or il n'est pas besoin d'avoir fait de longues études sur la psychologie des foules pour comprendre que cette fureur et ce désespoir, associés à d'autres fureurs et à d'autres désespoirs se trouvent multipliés quand, aux travailleurs, qui n'ont que la rue pour faire entendre leurs protestations et réclamer le droit de vivre en travaillant, on ne sait qu'opposer matraques et bombes lacrymogènes offensives qui aveuglent et blessent les manifestants comme cela s'est passé à Denain, au début de mars où, parmi les dizaines de blessés, nombre d'entre eux devaient être conduits à l'hôpital en compagnie de deux autres, l'un le pied déchiqueté tandis que l'autre, la main arrachée, devait être amputé.

On pourrait citer bien d'autres épisodes motivant les raisons de la violence ouvrière, contentons-nous de rappeler un fait caractéristique de certaines

méthodes répressives — bavures regrettables diront les Ponce-Pilate bien-pensants — qui, de surcroît, allait mettre le feu aux poudres.

CASSEURS POLICIERS

Il s'agit d'une « opération » de C.R.S. sur laquelle bien entendu, la presse aux ordres s'est tue pudiquement. Reste que tous les témoignages, y compris celui du maire de Denain, pour affirmer que c'est le commissaire de police de Denain qui a commandé lui-même, alors qu'aucun incident ne la justifiait, l'attaque par les C.R.S. de deux cars transportant des sidérurgistes d'Usinor — parmi eux un conseiller municipal de Denain et plusieurs responsables syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. — qui rentraient tranquillement après avoir participé à une manifestation à Saint-Amand-les-Eaux. En pleine forêt de Hasnoy, deux motards C.R.S. se portaient devant les cars, les forçant à s'arrêter. Puis, à coups de crosse et de mousqueton, les C.R.S. cassaient les vitres, jetaient des grenades lacrymogènes à l'intérieur des véhicules et, pour laisser s'accomplir le maximum d'irritation lacrymale, empêchaient un moment les passagers d'en descendre. Lorsqu'enfin ils sortirent des cars, ils furent frappés à coups de crosse et de matraque, puis obligés de se soumettre — mains appuyées sur la carrosserie des cars — à des fouilles tout au long du corps comme de vulgaires truands.

Comment s'étonner alors de l'explosion de colère qui s'est emparée ensuite, non seulement des victimes de ces agissements, mais de la population tout entière solidaire des siens si injustement agressés et bafoués dans leurs légitimes revendications. Aux débordements des C.R.S. allaient inévitablement succéder les débordements ouvriers que les responsables syndicaux eux-mêmes n'arrivaient plus à maîtriser. Le lendemain, c'étaient des milliers de sidérurgistes, venus de partout, qui se rassemblaient à Denain, investissaient le commissariat de police, s'opposaient aux « forces de l'ordre » en affrontements particulièrement violents causant encore nombre de blessés dans les deux camps.

Autre sujet d'exaspération ouvrière : on sait qu'il avait fallu que les sidérurgistes du Nord et de la Lorraine soient au bord du soulèvement pour que Barre et ses ministres consentent à recevoir l'ensemble des syndicats de la sidérurgie et acceptent de se prêter à une certaine forme de concertation sortie du cerveau de savants technocrates au mépris des états-majors syndicaux, dont on peut penser qu'ils avaient tout de même leur mot à dire s'agissant d'une nouvelle et brusque suppression de plus de 20.000 emplois dans une région déjà fortement atteinte par le chômage.

Mais, si l'agitation ouvrière s'était par là-même révélée payante en imposant la discussion sur les projets de liquidation déclarés intouchables, il apparut vite que cette concession de la partie adverse n'allait être qu'une nouvelle duperie. C'est ainsi que, les pourparlers traînant en longueur lassant la patience des représentants ouvriers, le premier ministre, qui ne s'embarrasse pas de sentiment et agacé par leurs exigences, leur enlevait finalement toute illusion en déclarant que, quoi qu'ils fassent,

le plan du gouvernement ne serait pas remis en cause. Ce qui n'allait pas arranger les choses. Cocus, battus et lanternés en plus dans leurs espoirs d'un arrangement possible, les travailleurs et militants de base clamaient qu'ils en avaient assez de discours, des motions et des délégations sans résultats. Ce en quoi ils se trompaient car, pour les avoir longtemps attendus, des résultats, ils en eurent, mais pas ceux qu'ils avaient escomptés. En effet, se voyant couverts désormais officiellement par le gouvernement, les négociateurs patronaux n'hésitaient bientôt plus à annoncer la fermeture prochaine et définitive de l'aciérie de Denain (5.000 emplois supprimés) et de celle de Longwy (5.500 suppressions) plus, dans la région de Valenciennes, d'autres « dégraissages » de personnel allongeant de quelques milliers supplémentaires la liste des futurs chômeurs.

On trouve dans tout cela l'explication du ras-le-bol des braves prolos des zones sidérurgiques menacées et qui, face à la violence patronale qui les jette aussi délibérément sur le pavé, se rebiffaient, décidés à se battre désespérément pour la défense de leurs conditions d'existence. Ils refusaient de faire les frais de l'incurie et de la gabegie patronale et gouvernementale dont les tenants savaient depuis des années que l'industrie sidérurgique du Nord et de la Lorraine, aux installations archaïques et dont les prix de revient de la production d'acier excédaient largement ceux des concurrents étrangers, leur fermaient de plus en plus les débouchés. Ils savaient que la minette lorraine, pauvre en fer, allait être totalement supplantée par les minerais mauritaniens et autres, moins chers et plus riches. C'est si vrai que c'est pour les traiter que la sidérurgie était devenue portuaire et qu'ils avaient installé à grands frais des complexes ultra-modernes à Fos et à Dunkerque. On saisit du même coup pourquoi la France envoie ses troupes en Mauritanie, le cas échéant, les potentats locaux qui servent si bien les intérêts des maîtres de forge exploités de concessions minières, comme elle les envoie au Tchad, au Zaïre et ailleurs pour continuer de piller leurs réserves de matières premières en les sous-payant pour le plus grand profit des nantis. Cela aussi c'est encore de la violence, militaire celle-là, au service du néocolonialisme.

Ajoutons que, tandis que les pays voisins avaient entrepris de transformer leurs équipements industriels en temps utile pour les adapter à l'évolution économique, les magnats français de la sidérurgie, apeurés depuis la réalisation du programme commun de la gauche et craignant de voir triompher ses promoteurs en mars 78, laissaient aller les choses, soutenus par le pouvoir qui maintenait leur activité déficitaire à coups d'injections de crédits par dizaines de milliards puisés dans la poche des contribuables.

Aujourd'hui, pour sortir du marasme créé par leurs fautes accumulées, les responsables proposent des palliatifs : primes de départ volontaire, avancement de l'âge de la préretraite, nomination de commissions paritaires chargées d'examiner le volet social au plan industriel (sans rien céder sur la réduction du travail et la cinquième équipe du travail posté), ce qui, après des semaines et des mois de discussion ne résoudra pas le problème de fond qui est de permettre aux ouvriers sidérurgistes de vivre et travailler au pays où ils ont leurs

attaches familiales, où ils sont implantés depuis des générations dans un cadre de vie qu'ils ont toujours connu, si modeste soit-il, avec ses tristes coronas aux maisons basses de briques rouges et aux courées devenues vétustes mais dont l'abandon serait pour eux catastrophique. Ils refusent de voir leur région se transformer en désert qui les laisserait desœuvrés, privés des ressources indispensables à une vie décente. Ils considèrent avec raison que c'est aux patrons, dont ils ont fait la richesse par toute une vie de pénible labeur, de leur maintenir, par quelque moyen que ce soit, le gagne-pain de tous les jours.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit pour eux. Ils n'ont pas d'ambition démesurée et ne mettent nullement en cause le système et ses contradictions économiques qui ont abouti à cette situation. Ils se bornent plus simplement à réclamer de poursuivre leur servitude, si mal rétribuée soit-elle ; de conserver la chance de pouvoir se retrouver, les uns, sous terre, dans les puits de mine où ils continueront de s'encrasser les poumons, les autres, dans l'enfer des laminoirs, face à la gueule des fours qui leur brûlent le sang et les feront mourir dans la proportion de cinquante pour cent avant l'âge de la retraite.

Enfin, pour en finir sur le thème de la violence ouvrière, qu'il ne s'agit pas ici de justifier, surtout quand elle-même dépasse certaines limites, mais d'en situer les causes et les responsabilités. Et à cet égard on doit souligner que les mises en garde, préalables et répétées, n'ont pas manqué de la part des organisations syndicales auprès des employeurs et de leurs soutiens. Par ailleurs, il est vraiment trop facile de la part du clan répressif et de ses commanditaires de vouloir se dédouaner devant l'opinion publique en parlant des intrigues des éternels meneurs, casseurs et autres agitateurs professionnels, des excès d'éléments incontrôlés, voire de provocateurs — que la police, elle aussi, se charge d'utiliser à l'occasion, comme l'a encore révélé la manifestation parisienne du 23 mars.

Certes, il n'est pas niable qu'il existe çà et là, parmi les révoltés que l'injustice sociale fabrique en permanence, quelques hurluberlus plus ou moins déséquilibrés — tel celui qui, à Denain, a tiré sur les C.R.S. — que les exploits de la bande à Baader et des Brigades rouges empêchent de dormir et qui trouvent dans les manifestations de rue un terrain propice pour s'y défouler ; mais cela n'a rien à voir avec l'action collective de travailleurs, organisés ou non, qui, hier, n'attendaient de la vie que la sécurité de leur travail, assorti de quelques instants de repos pour mieux remplir leur tâche, et qui sont parfois devenus enragés devant une situation devenue pour eux sans issue. Et pas seulement les jeunes, souvent mis en cause, mais des hommes d'âge mûr, des pères de famille défendant leur pain, coiffés de casques de chantier, barre de fer à la main et la fronde en poche, aussi déterminés et toujours en première ligne pour riposter avec ces mêmes jeunes qui voient leur avenir bouché et dont la révolte a aussi pour origine le mercantilisme publicitaire exacerbant en eux des désirs qu'ils ne pourraient satisfaire, de même que le martellement quotidien des films de violence développe dès l'enfance les instincts d'agressivité dont on récoltera plus tard les fruits amers.

Au surplus ce n'est pas fini ; d'autres crises dans d'autres industries sont à prévoir. C'était hier, et

c'est encore, le textile, la chaussure ; c'est maintenant la construction navale, la sidérurgie. Que sera-ce demain ? D'autres luttes surgiront et déjà la contagion de l'action directe ouvrière gagne d'autres régions touchées elles aussi par les licenciements et le chômage.

Pour que leurs luttes ne restent pas stériles, il reste aux militants conséquents d'éclairer les travailleurs sur la nocivité d'une société axée exclusivement sur le seul profit des possédants, de leur faire prendre conscience que les solutions de leurs

problèmes ne leur viendront pas d'autres que d'eux-mêmes, de leur action commune, lucide et réfléchie envers et contre tous les endormeurs et bateleurs politiques, dont les faillites successives sont édifiantes.

Comme en 36, comme en 68, d'autres convulsions sociales secoueront le monde ouvrier en marche vers sa libération. Aux militants d'être vigilants et prêts à toute éventualité.

N. FAUCIER.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Le PCF professeur de syndicalisme

Il fallait s'y attendre : les dirigeants du parti communiste n'ont pas laissé passer sans réagir les critiques qui leur venaient de plusieurs secteurs du mouvement syndical, de la CFDT plus particulièrement. Ils y ont répondu par un long document, publié le 28 mars, où ils enseignent à tout le monde, aux syndicalistes d'abord, la doctrine de « lutte de classe » dont ils ont, bien entendu, la recette et le monopole. Il faut y regarder de plus près.

Personne ne proclame plus haut qu'eux l'indépendance du syndicalisme, un principe qu'ils comprennent et appliquent de telle façon qu'il leur permet de diriger en même temps le parti et la CGT. Entre ces deux organisations, il y a seulement des « convergences », disent-ils ; ce mot revient souvent dans ce document ; elles expliqueraient « les rapports d'une qualité particulière » qui existent entre la CGT et le parti.

Mais qu'est-ce qui explique ces « convergences » permanentes qui font que la direction de la CGT emboîte aussitôt le pas au PCF, sans que l'on constate jamais le moindre décalage. L'histoire des « tournants » du PCF est aussi celle des variations du bureau confédéral de la CGT. Les tactiques, mais aussi les vocabulaires, changent simultanément.

Nous serions tentés de dire qu'il n'y a jamais eu une faille dans cette « convergence » si le document du parti ne voulait la faire remonter trop loin, si l'histoire telle qu'il la raconte prenait trop de liberté avec les faits : c'est ainsi que cette convergence avec la CGT ne se serait pas démentie « au long des cinquante dernières années ». C'est viser trop loin en arrière : il y a cinquante ans, nous étions en 1929. Or, à cette date, la CGT échappait complètement au contrôle du parti ; il contrôlait, il dirigeait seulement une autre organisation, la CGT.U (U voulant dire unitaire par antiphrase) qu'il avait d'ailleurs préalablement vidée de ses éléments syndicalistes. Il la dirigeait ouvertement puisqu'il lui avait fait proclamer, comme pour se nier elle-même, « le rôle dirigeant du parti » !

Aujourd'hui, il garde ce principe pour soi, mais il l'exerce effectivement dans la CGT (nous attendons, nous espérons, qu'un seul fait nous démente). Il voudrait même étendre son application à l'ensemble du mouvement syndical français et, si possible, européen. Il en veut aussi à l'Europe des syndicats, au moment même où, selon l'expression de la CFDT,

est en train de se construire « une conscience de classe » européenne (pour la réduction générale du temps de travail en premier lieu).

C'est à la CFDT surtout que ce document entend donner la leçon. N'a-t-elle pas osé rejeter toute prétention à l'hégémonie ? « Peut-on être communiste et dirigeant de la CFDT ? » réplique alors le PCF. Nous n'avons pas qualité pour répondre pour la CFDT ; mais en tant que simples syndiqués nous ne voyons pas d'incompatibilité (encore que cela ne nous plairait guère). Ce qui n'est pas compatible et que nous considérons comme un abus de confiance par rapport à la masse des syndiqués, c'est la direction commune d'un parti et d'un syndicat. Des interdictions formelles permettraient mieux de dénoncer, dans chaque cas donné, la subordination du second au premier (le parti, celui dont il s'agit ou un autre, compte d'ailleurs dans ses rangs des éléments non syndiqués et, sans doute, non syndiquables).

Le PCF doit être récusé comme professeur de syndicalisme, non seulement en raison de sa longue pratique anti-syndicaliste en France, mais davantage encore par la dictature que le PC exerce sur les syndicats (une dictature sur le prolétariat) dans les pays où il a le pouvoir. Nous en avons encore pour preuve la répression qui s'abat sur des militants ouvriers qui tentent de constituer, en URSS et aussi en Roumanie, un syndicat indépendant du gouvernement.

La cinquième équipe

Nous avons déjà parlé du travail « posté » dans les industries où s'applique la production continue, imposée (mais pas toujours) par des nécessités techniques. En conséquence, le travail ne s'y arrête pas ; les équipes de travailleurs postés s'y succèdent par roulement, de nuit comme de jour, y compris les dimanches et jours fériés. Cette méthode de production est malheureusement en pleine extension : dans la chimie-caoutchouc, 14 % des ouvriers étaient postés en 1954 ; ils étaient 40 % en 1974 ; dans le verre, 38 % en 1974 contre 15 % en 1954 ; dans le papier-carton, 52 % contre 22 %.

Ces chiffres nous ont été fournis au cours d'une conférence de presse tenue, le 12 mars, par les syndicats correspondants de la CFDT (les sidérurgistes, intéressés au premier chef, étaient retenus ailleurs, on s'en doute). La CFDT a commencé une

grande campagne pour l'aménagement du travail posté par l'introduction d'une cinquième équipe. Il s'opère en général aujourd'hui par le roulement de quatre équipes travaillant huit heures. Cela signifie, pour chaque travailleur posté, une moyenne hebdomadaire de quarante-deux heures, avec un rythme de travail perturbant les conditions normales de vie. La cinquième équipe réduirait le temps de travail hebdomadaire à 33,6 heures (33 heures 36 minutes) comme nous l'avons expliqué dans notre numéro de janvier dernier.

Cette revendication, mise en avant par la CFDT, est soutenue par les autres organisations syndicales et a pris maintenant une dimension européenne. La CFDT a organisé une rencontre nationale sur le travail posté et elle nous en rendait compte le 12 mars.

Il n'est pas besoin d'insister sur les effets nocifs de ce rythme de travail : sur le sommeil, sur la vie familiale, sur les activités sociales, sur la santé en général. Il ressort de l'enquête menée par les organisations syndicales que 42 % des travailleurs postés sont en traitement ou l'ont été pour différentes affections, plus particulièrement pour des maladies d'estomac. La DGB allemande vient d'entreprendre une grande enquête sur les conséquences physiologiques du travail posté.

Le patronat résiste évidemment à cette campagne pour la généralisation de la cinquième équipe. Néanmoins, sous la pression des luttes ouvrières, il a dû consentir, dans la chimie notamment, à des solutions hybrides aboutissant à la réduction à 38 heures ou moins du temps de travail hebdomadaire. Quelquefois, c'est en s'arrêtant volontairement de travailler le samedi que les ouvriers ont démontré que certaines productions pouvaient être interrompues sans dommage pour l'outil de travail.

Mais il faut noter — et les camarades conférenciers n'y ont pas manqué — une certaine résistance ouvrière à la réduction du temps de travail en poste. Pourquoi ? parce qu'il y a des primes de poste, que celles-ci peuvent aller jusqu'à 33 % du salaire, que certains travailleurs sacrifient leur genre de vie à leur niveau de vie, parce qu'on est talonné par les emprunts à rembourser, parce qu'on veut oublier que la santé physique et morale est compromise par ces primes pour un travail inhumain. Toutefois, il paraît qu'un changement de mentalité est perceptible et se manifeste pratiquement, surtout chez les jeunes ouvriers : le samedi soir, l'appel du bal est plus fort que l'attrait de la prime.

Il faut surtout insister sur ce point dominant : la cinquième équipe, l'avancement de l'âge de la retraite pour ces travailleurs astreints à des conditions particulièrement pénibles, sont, dans des conditions techniques données, créatrices d'emploi.

Grève et service public

Les arrêts de travail partiels, sporadiques, souvent catégoriels qui se produisent dans les services publics servent de prétexte au gouvernement pour remettre en cause le droit de grève, dans son intégralité et pour accentuer sa politique de « privatisation » des services publics.

Deux remarques fondamentales sont à placer au début d'une discussion sur ce point, une discussion que l'on peut estimer permanente dans cette revue : la première est que la notion de service public exclut celle de rentabilité, si celle-ci signifie la commercia-

lisation comme pratique et le bénéfice comme but. Un service public est rentable quand il fonctionne bien, quand il satisfait aux besoins de la collectivité qui le paie à la fois comme contribuable et comme usager. N'oublions pas qu'elle le paie d'abord comme contribuable.

La seconde remarque, c'est qu'à un service d'intérêt collectif doit correspondre une gestion collective (le spectre du « collectivisme » effraie nos gouvernants dits libéraux) et que cette gestion collective suppose la participation des travailleurs chargés d'assurer le service, à la fois employés et usagers représentés par leurs syndicats et leurs associations.

Cette dernière considération entraîne-t-elle la suppression ou la restriction du droit de grève, inaliénable pour tout travailleur libre ? Certainement pas. Mais il est évident que l'exercice de ce droit a d'autres effets et impose d'autres responsabilités que dans l'industrie et le commerce privés. Si l'on repousse la démagogie et la gymnastique prétendue révolutionnaire, nous devons être conscients de ces effets et de cette responsabilité.

Une grève chez Renault n'a pas de conséquence pour la vie quotidienne de la population, en majorité travailleuse. Elle est une pression, souvent nécessaire, sur la direction de l'entreprise qui s'oppose aux revendications des salariés. Elle peut être, sans dommage immédiat pour le public, prolongée et renouvelée. Il n'en est pas ainsi dans un service public, dans les PTT, dans les transports, dans l'enseignement. Ici, si le gouvernement responsable voit par l'arrêt de travail de ses employés, contester publiquement sa politique salariale et son administration, les effets de la grève n'en sont pas moins ressentis immédiatement par la population qui en éprouve souvent une grande gêne.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas faire grève : l'arrêt de travail des employés d'un service public doit être sensible à tout le monde et démontrer l'utilité majeure des travailleurs grâce auxquels il fonctionne.

Il n'en reste pas moins que la grève n'a pas pour but « d'empoisonner le populo ». Plus loin que ses objectifs immédiats, elle a pour but de lui fournir un service amélioré. C'est pourquoi il faut se demander si ces arrêts de travail partiels, renouvelés, échelonnés, le plus souvent minoritaires, s'ils sont quelquefois suffisants pour perturber le service public, sont efficaces pour les conditions de travail des agents du service. Il faut aussi se demander si l'irritation qu'ils provoquent dans la population ne vient pas appuyer l'opposition du pouvoir, lui servir d'argument auprès d'elle, détruire ou affaiblir la solidarité que tous les travailleurs devraient accorder aux grévistes. Il faut surtout se demander si ces actions partielles, loin de préparer une action générale, ne lassent pas, ne découragent pas la contestation active de l'ensemble des travailleurs intéressés.

**

Ces questions, et d'autres, ont été posées lors d'une conférence de presse organisée, le 13 mars dernier, par la Fédération syndicaliste des PTT-Force Ouvrière. Il ne s'agit pas de faire nôtre toute l'argumentation du conférencier, le camarade Pintous, secrétaire général de la Fédération FO. Il s'agit de la verser au dossier. On sait que cette fédération a une influence importante chez les postiers, majoritaire dans certaines catégories.

Le camarade Pintous a qualifié plusieurs fois de « criminelles » les grèves, très minoritaires selon lui, qui ont perturbé le service des postes au début du mois de mars. Elles le seraient parce qu'elles seraient « démobilisatrices » et feraient le jeu du gouvernement, prêt à appliquer une politique de démantèlement, de privatisation dans les PTT, de mise en place de réseaux privés de distribution. Le bruit fait par la presse et les « médias » autour des mouvements dans quelques centres de tri servirait les desseins gouvernementaux, en particulier un prétendu « plan social » remettant en cause les acquis de la profession. Le conférencier a mis en garde contre le renouvellement de ces actions prévu pour la fin du mois de mars. Il est de fait qu'elles ont été beaucoup moins perçues.

Le camarade Pintous a abordé aussi les problèmes généraux des PTT : séparation des télécommunications, favorisant les fournisseurs capitalistes de l'Etat ; conséquences de l'automatisation entraînant la réduction ou la disparition complète de services entiers.

C'est sur ce point que je lui ai posé une question : comment voyez-vous alors, avec cette extension inéluctable de « l'informatisation », la situation des personnels ? Il me fut répondu que la seule réplique était la réduction de la durée du travail et le chan-

gement complet des conditions dans lesquelles il s'effectue.

J'ai posé une autre question : comment expliquer qu'un service public dont tout le monde est usager, qui fonctionnait très bien il y a encore quelques années, montre maintenant des défaillances même dans l'acheminement et la distribution du courrier ? Il me fut répondu que la raison en était dans l'insuffisance des effectifs et de la formation du personnel.

Sur ce dernier point, j'ai oublié une question (je n'y ai pensé qu'en descendant l'escalier) : le conférencier avait parlé des « ghettos de jeunes agents des PTT », rassemblés à Paris, venant de toutes les régions, pour la formation et la promotion. Il avait mis en cause les mauvaises conditions et le dépaysement de ces foyers de la banlieue parisienne. Pourquoi alors ne pas avoir des centres régionaux d'accueil et de formation, d'autant plus que ces jeunes agents sont le plus souvent destinés à retourner dans leur province ?

Mais un camarade militant des PTT traitera-t-il mieux que moi tous ces problèmes ; reprendra-t-il, pour les approuver ou pour les combattre, les opinions scabreuses défendues au début de cet article ? C'est ce que nous espérons.

R. GUILLORE.

LE PAYS DES AUTRUCHES

La particularité de l'hexagone, en notre Europe, est de ne jamais regarder la vérité en face. Cette lâcheté, devant l'avenir, nous réserve de mauvaises surprises ; mais rien ne nous guérira de cette infirmité. Ce pays, soi-disant laïque, possède une croyance endurcie dans la réalisation des « miracles » en toutes circonstances difficiles. Malheureusement, en notre temps de révolution industrielle, l'ère des miracles est définitivement finie. Notre indifférence, devant les nouveaux temps, frappe toute la nation : du lecteur minus du *Parisien Libéré* aux responsables politiques, des chefs syndicaux aux manipulateurs de foules, tous se taisent. La crise actuelle était prévisible, depuis 1973, mais personne n'y croyait, on attendait un miracle. En 1974, je décrivais la décélération économique, j'osais préconiser la réduction du temps de travail ; cet article m'a valu plus de quolibets que de félicitations. En 1979, où se trouve le ministre ou le parlementaire osant réclamer le rationnement des carburants ? Nul ne songe à prononcer le mot « économie », alors, attendons le désastre !

Maintenant, connaissant l'amorce d'application de l'informatique, il faut réfléchir à ce nouveau danger qui coïncide avec la crise mondiale. Pour parvenir à un freinage possible du chômage, on doit organiser dès à présent, la préparation de la semaine de 30 heures pour l'automne 1980. Cela vous choque, tant pis, il fallait appliquer la loi des 35 heures au début 1978. Les nordiques, eux, y songeaient ; les Allemands étudiaient la question, mais ici, on s'occupait de l'informatique dans les banques et les assurances va libérer environ 700.000 salariés. Ceci ne concerne ni les administrations ni le grand commerce, bien entendu les P.M.E. s'équipent en dernier. En même temps il faut prévoir l'adaptation du monde usinier,

ici, aucune précision n'a encore été fournie, sauf l'expérience Renault sur une chaîne de montage ; mais vous pouvez admettre qu'un délestage de 20 à 25 % va s'opérer dans le monde productif.

Dans le monde industriel les douloureux réveils de la sidérurgie ou de Manufrance démontrent l'aveuglement des responsables. M. Messmer et les élus lorrains pleurent sur la Lorraine ; il y a trois ans, quand il fallait agir, quel cri d'alarme ont-ils poussé ? Ces mobilisés permanents d'élections à venir, oubliaient que, chez les voisins, la reconversion commençait lentement, avec tous les débâchages obligatoires. L'aspect le plus ridicule de l'aveuglement français se prouve par la terreur de vivre en Europe avec l'Allemagne comme voisine. Comment juger un Etat qui, en 1979, a peur que l'unification européenne ne fasse manger la terre d'hexagone par les teutons ?

Ces politicards complexés, allant de Chirac-Maurras à Marchais-Déroulède, ne se doutent pas que l'Europe qu'ils craignent sera peut-être au bord d'une annexion vers l'an 2.000, par l'un des trois compères qui nous contemplant présentement. Ce chauvinisme dégradant démontre qu'en gueulant très fort « Indépendance française » on réveille les robots. Les citoyens savent ce qu'ils doivent faire dès maintenant pour remonter le courant.

Alors qu'allez-vous faire ? Continuer à rouler, ne pas prononcer le mot « économie », ne pas modifier les habitudes ? Je sais que cela est désagréable, mais si dans 15 ou 20 mois, même si vous avez le carburant à 10 ou 15 F le litre, et que votre pays compte 5 millions ou plus de chômeurs, il se peut que vous n'ayez plus envie de vous balader devant ceux qui vous contempleront comme des repus des nouveaux temps.

Francis AGRY.

LES PROMESSES DE LA MATURITÉ

J'étais invité au XV^e congrès de l'Union des Syndicats Force Ouvrière de la Région parisienne qui se tenait à Villemomble le 31 mars et le 1^{er} avril 1979. Il me faudra quelque loisir pour étudier tous les documents sur l'organisation, la vie et l'action de cette Union à laquelle dans son enfance j'ai voué une grande partie de mon activité militante (ce fut là une expérience assez édifiante et décevante que je relaterai sans doute, quelque jour). Une forte brochure du format de la R.P. de 98 pages, supplément à *La bataille sociale*, organe de l'Union, mériterait un examen approfondi. Nous pourrions même publier des extraits du rapport introductif dont j'apprécie les idées et le style d'une inspiration syndicaliste indiscutable. La brochure apporte de multiples renseignements sur l'organisation de l'Union — sur les délégations départementales constituées dans les départements de la « couronne parisienne » — sur la vie sociale, économique, sur la démographie de la Région, sur tous les organismes et institutions dans lesquels l'Union est représentée.

J'ai éprouvé une trop vive émotion en évoquant les souvenirs et les figures d'un passé déjà lointain... aussi en plongeant pendant quelques heures dans une atmosphère jeune, cordiale, tolérante, fraternelle, pour tenter de rédiger des impressions trop personnelles pour être communicables. Et, ma foi, en regardant à la tribune les figures jeunes et souriantes des principaux animateurs : Claude Payement, Hubert Dreux, Raymond Chaput, Jean Doriac, Francis Tribie, etc., je ne doutais pas de la santé et de l'avenir de cette organisation, dont la maturation difficile semble aujourd'hui assurée. Je n'ai malheureusement pas pu suivre la discussion du rapport moral. Mais que ce gavroche impénitent, mon vieux copain Maurice Joyeux, ait pu librement bousculer la sérénité du conformisme, en lançant quelques boutades explosives, c'est encore une preuve de santé et une promesse d'avenir.

L'intervention de Bergeron ne pouvait que confirmer toutes ses déclarations publiques. Notons que sans verser dans le triomphalisme, il a pu témoigner de la vitalité de la CGT-FO, par le renforcement de ses effectifs et de son appareil (294 syndicats étaient représentés au congrès régional), par les résultats obtenus aux élections professionnelles dans les services publics et les industries privées. En 1978 la CGT tombe de 48 % à 35 % des votants ; la CGT-FO monte de 18 à 28 % ; la CFDT de 16 à 19 %.

Je ne m'attendais pas à entendre des propos révolutionnaires. Mais Bergeron a pour moi le mérite de ne pas dissimuler ses positions d'un réformisme honnête et lucide sous une phraséologie démagogique. Ce qu'il a dit sur l'indépendance du mouvement syndical, sur le caractère exceptionnel par son étendue, sa longueur et sa gravité de la crise économique mondiale, sur la nécessité de solutions européennes aux problèmes économiques et sociaux, sur la stupidité des slogans nationalistes et autarciques, sur la défense des Droits de l'Homme, sur les mutations industrielles indispensables... me

paraît inspiré par la raison et le bon sens. Il faudrait plus que cela pour entraîner notre adhésion. Mais « ce plus » peut fort bien s'exprimer au sein de la CGT-FO... et je me contenterai de donner ici quelques extraits des résolutions générales élaborées sur la base de propositions présentées par le bureau, qui furent amendées et complétées au cours de séances de commissions se prolongeant pendant une grande partie de la nuit.

Je ne veux pas terminer cette relation sur le congrès de l'Union sans une allusion au centenaire de Léon Jouhaux. A la brochure remise aux délégués on a joint une biographie de celui qui fut le premier et le seul président de la CGT-FO après avoir rempli pendant trente huit ans les fonctions de secrétaire général de la CGT. Il est normal que l'on ait voulu élever jusqu'à la légende, une histoire que l'on peut juger édifiante de points de vue tout différents. Mais ce témoignage de gratitude pouvait être rédigé, sans quelques « arrangements » de la vérité historique qui appellent de sérieuses rectifications que nous ne pouvons, ni ne voulons négliger.

D'ailleurs des propos tenus par quelques jeunes m'ont prouvé que, parmi les militants les plus efficaces de FO, on suit avec plus de curiosité que d'enthousiasme, et de scepticisme que de conviction, l'érection de la statue du Général.

Roger HAGNAUER.

Premier extrait des résolutions adoptées

Le Congrès rejette les thèses gouvernementales et patronales selon lesquelles l'évolution des salaires serait la cause principale de l'inflation.

Il constate que les techniques de production ont évolué de telle sorte que les notions anciennes de classification et de hiérarchie sont périmées. Aussi, il réclame l'ouverture de négociations dans les branches professionnelles, dans le but d'actualiser les classifications.

Il proclame que la revalorisation du travail manuel doit passer nécessairement par une revalorisation des rémunérations allouées, et non par des actions publicitaires.

S'agissant du SMIC, le congrès de l'Union demande qu'il soit déterminé sur une durée hebdomadaire du travail de 40 heures et que son montant réponde à un minimum vital de ressources.

Le congrès, par la même résolution s'est prononcé pour

— la réduction de la durée du travail sans réduction de salaire à 35 heures par semaine ;

— pour la suppression de la rémunération au rendement ;

— pour la généralisation de la cinquième semaine de congés payés ;

— pour le respect des deux jours consécutifs de repos.

DE L'UTOPIE A LA RÉALITÉ

OU LA PROCHAINE SCISSION DU MOUVEMENT OUVRIER

L'énergie nucléaire est mortelle. L'énergie nucléaire sert à produire des bombes. L'énergie nucléaire centralise encore plus. L'énergie nucléaire renforce l'Etat. L'énergie nucléaire ne nous rend pas indépendants. L'énergie nucléaire ne donne pas de travail. On pourrait continuer cette litanie sans pour cela exprimer une négation pure et simple.

L'énergie nucléaire est mortelle

Dans la R.P., il a été longuement question du nucléaire. Les camarades ont souvent traité cette question et montré surtout les dangers aussi bien corporels que sociologiques d'une société nucléaire.

Le nucléaire n'est pas fait pour produire de l'électricité et l'on y reviendra plus loin, mais pour produire le plutonium nécessaire à la fabrication de la bombe. Ce qui signifie que tous ceux qui réclament le nucléaire comme énergie nouvelle soutiennent inévitablement la bombe.

Subtilement, pour se donner bonne conscience, certains diront qu'ils soutiennent en leur âme et conscience non pas le nucléaire en tant qu'énergie utilisée à des fins militaires, mais le nucléaire utilisé à des fins pacifiques, que l'on ne peut reprendre les traditions des « briseurs de machines », que la réaction des anti-nucléaires n'est, en fait, que la peur du progrès, la même qu'exprimaient les gens du XIX^e siècle face au chemin de fer.

Chaque invention comporte des risques quand on l'utilise. Mais s'il est vrai que certains adversaires du chemin de fer justifiaient leur action par des raisonnements ridicules et du genre : à 35/40 km/h, les poumons du voyageur ne pourraient résister et éclateraient, il n'en est pas de même pour les arguments des anti-nucléaires.

A chaque question posée par les anti-nucléaires, par exemple sur les dangers de la radio-activité, sur le plutonium et la bombe, sur les déchets, sur les centrales bétonnées, sur la rentabilité, on n'obtient aucune réponse sérieuse. S'il était facile de répondre aux adversaires des chemins de fer, il n'est pas simple par contre de répondre aux anti-nucléaires. Et pour cause : les arguments des anti-nucléaires se justifient malheureusement avec le temps. Que peut-on répondre, quand l'on sait que les déchets perdent la moitié seulement de leur radio-activité au bout de 20.000 ans ?

Ce n'est pas aux anti-nucléaires de prouver que le nucléaire n'est pas dangereux, mais aux pro-nucléaires de le faire, de justifier leur position avec des arguments sérieux qui jusqu'à aujourd'hui leur font défaut.

L'énergie nucléaire produit des bombes

On sait en fait que les centrales nucléaires produisent du plutonium et avec ce plutonium on fabrique des bombes. Mais attention ! Il s'agit de plutonium pacifique pour faire des bombes pacifiques, parfaitement ! Ce sont, en termes clairs, des bombes de dissuasion, des bombes qui garantissent la paix ! Mais quand il y a des bombes, même de dissuasion, elles peuvent toujours être utilisées pour la guerre. De plus, on peut laisser aller son esprit en imaginant ce qui pourrait se produire si un pays

nous attaquait. Il suffirait à celui-ci de bombarder les centrales nucléaires pour contaminer toute la nation pour 20.000 ans et plus à condition bien entendu qu'il reste des survivants.

On prépare la paix non pas avec des bombes dissuasives, mais en montrant l'exemple, en ne fabriquant aucune arme.

L'énergie nucléaire ne nous rend pas indépendants

« Devons-nous accepter d'être soumis à l'impérialisme de plus en plus tyrannique des maîtres du pétrole » ? Cette question était posée dans la dernière R.P., n° 649. Quand on lit une phrase comme celle-ci, on ne peut qu'être surpris devant une telle justification du nucléaire. Car en fait c'est bien de justification qu'il s'agit. Si cette phrase était venue d'un Debré, personne n'en serait étonné. Au siècle dernier, les pays occidentaux étaient les maîtres des pays arabes, qui subissaient leur dure loi. Aujourd'hui, si ces pays possèdent l'énergie dite indispensable, le pétrole, ce n'est en fait qu'un simple retour de bâton. C'est peut-être pour cette raison que certains ont la nostalgie des colonies ! De plus, le rôle des internationalistes dont nous sommes n'est pas de considérer les relations entre pays selon un rapport de forces, c'est-à-dire qu'un pays soumet l'autre, mais au contraire d'essayer d'unir les hommes contre tout nationalisme ou impérialisme d'où qu'ils viennent.

Utiliser cet argument pour justifier l'indépendance est un non-sens dans la mesure où l'on ne possède pas non plus la matière première pour faire fonctionner les centrales. A moins que l'on n'aille re-coloniser les pays africains qui détiennent l'uranium. En cherchant à justifier le nucléaire, on justifie donc le nationalisme et le colonialisme.

Le nucléaire renforce la centralisation et l'Etat

J'ai toujours pensé que le rôle du socialisme était de rendre les hommes plus libres, plus responsables, plus indépendants. Ces dernières années les partis dits de gauche se sont efforcés de faire le contraire, en réclamant la nationalisation, en ne s'occupant que de la course au pouvoir. La droite, elle, n'est pas contre certaines nationalisations. Ce qui permet à l'Etat de surveiller, de numérotter, de recenser, de parquer, de diriger, d'inspecter, de censurer, de réglementer les citoyens. A bien regarder la gauche et la droite, on ne voit que des différences futiles, mais un commun accord, l'accord pour gouverner et centraliser. La centralisation passe par le monopole de la distribution énergétique. Oui ! Certains pourront être surpris, mais en France, EDF a le monopole de la distribution mais non celui de la production d'électricité (loi du 8 avril 1946). Mais, dans les faits, il est très difficile de fabriquer du courant, car EDF met beaucoup de bâtons dans les roues.

Avec ce problème important qu'est l'énergie nucléaire, se dessine ainsi la prochaine scission du mouvement ouvrier et pas seulement du mouvement ouvrier. Car c'est le socialisme anti-autoritaire qui

resurgit après des années de silence. Si les hommes veulent être indépendants cela passe inévitablement par l'indépendance énergétique individuelle et non par de grosses centrales hydrauliques à charbon ou nucléaires. De plus, le nucléaire justifie une surveillance très sévère par les dangers qu'il présente et l'on peut être par le nucléaire amené à justifier une société fasciste. Un autre argument, — et celui-ci est de taille — : si l'on fait de grosses centrales, il faut inévitablement transporter le courant d'où une perte de 40 % environ. Où est la rentabilité ?

Pour sauver le nucléaire, on se déclare prêt à étudier la prévention des accidents actuels ou futurs — mais l'accident imprévisible est toujours possible (voir le cas des USA) — et le nucléaire est trop dangereux pour que l'on prenne le risque d'une telle voie. Ce n'est donc qu'une façon hypocrite de justifier le nucléaire. Et de toute façon, il reste toujours le problème des déchets. Il faut au moins 20.000 ans pour perdre la moitié de la radio-activité. Ceux qui cautionnent le nucléaire justifient donc le centralisme et l'Etat.

La question est toujours la même : pas de nucléaire, pas de pétrole, pas de grosses centrales, mais quoi alors ?

Vive les énergies douces !

Les énergies douces sont là pour économiser et souvent remplacer le pétrole et le nucléaire. Sur

chaque maison, l'on pourrait installer un chauffage et un chauffe-eau solaires. Il n'y a pas que ce moyen d'ailleurs ; on peut aussi installer des pompes à chaleur (ça marche comme un frigidaire, mais à l'envers). Ou encore des éoliennes.

Energies inépuisables et non polluantes. Tout est encore à inventer dans ce domaine : d'où du travail pour les chercheurs, du travail dans les usines pour fabriquer les nouveaux appareils, du travail dans le bâtiment pour installer ces nouvelles techniques. Ajoutons que ces techniques représenteraient d'utiles exportations vers le tiers-monde.

De plus, pour les usines ou même pour un village, on pourrait mettre en œuvre de petites turbines fonctionnant avec la force du courant de la rivière pour produire de l'électricité. On peut aussi penser aux capteurs solaires au silicium qui ont la particularité de produire de l'électricité à très bon marché et sans perte due au transport.

Les adversaires des énergies nouvelles trouvent que celles-ci nuisent au paysage (exemple une éolienne). Mais où est l'esthétique des lignes à haute tension, des pylônes, d'une énorme centrale nucléaire, etc ?

Les énergies nouvelles sont l'avenir et les recherches en ce sens n'en sont qu'aux premiers balbutiements. Refuser le nucléaire, c'est faire un choix de société.

Michel DESCARSIN.

NON ! LE NUCLÉAIRE N'EST PAS LE PROGRÈS

Les arguments des pro-nucléaires sont :

1. Il nous donnera l'indépendance énergétique ;
2. Il remplacera le pétrole qui devient cher et qui va manquer ;
3. C'est une industrie « comme les autres » (même pas comme les autres, moins dangereuse que les autres !) ; votre peur superstitieuse vient de l'approche de l'an 2.000 comme nos ancêtres craignirent l'an mille ;
4. C'est le progrès : vous avez peur du progrès ; vous voulez revenir au Moyen Age, voyez ce qu'ont dit nos grands-parents devant les chemins de fer et les autos.

Reprenons un par un tous ces arguments :

Non, **le nucléaire ne produit pas d'énergie**, et s'il en produisait ce ne serait que par un uranium que nous devons acheter autant que le pétrole. De l'aveu même de l'EDF quand on arrive avec l'aide de physiciens nucléaires bien documentés, à l'aide de camarades syndiqués qui calculent eux-mêmes le « vrai » rendement des centrales nucléaires, le « vrai » prix, lorsqu'on arrive à pousser les représentants des centrales dans leurs derniers retranchements, ils reconnaissent : « c'est vrai les centrales en marche et en construction coûtent plus d'énergie qu'elles n'en donnent ; mais un jour proche... ». Jour qui recule au fur et à mesure que le temps s'écoule. « Demain, on rasera gratis ». En attendant les milliards défilent sortis de la poche des contribuables français !

Non, **le nucléaire ne nous rendra pas indépendants**. Toutes les ressources en uranium recensées

en France permettront d'alimenter les centrales françaises pendant deux jours environ ! Insignifiant. Donc comme le pétrole il faut l'acheter. Pour le moment, aux USA ; drôle d'indépendance. Puis en Afrique, les plus cruels tyrans africains sont reçus comme grands chefs d'Etat, des millions de francs lourds leur sont offerts de la part des contribuables français (déjà, 1789 est à refaire). On compte bien qu'ils nous vendront de l'uranium. Calcul bien fragile, on l'a vu avec le shah qui devait nous acheter des centrales nucléaires, c'est-à-dire la bombe atomique. Curieuse indépendance, qui nous prosterne devant des dictateurs aussi grotesques que sanguinaires.

Non, **le nucléaire ne remplacera pas le pétrole**. De tous les calculs sérieux faits actuellement : l'uranium du monde entier sera épuisé avant la fin du siècle. De plus une centrale nucléaire ne dure pas vingt ans : elle devient tellement radioactive qu'on ne peut plus y travailler et parmi les terribles déchets qu'elle laisse, la centrale elle-même n'est pas le moins dangereux. Le pétrole coûte cher et va manquer. Voilà enfin une bonne nouvelle ; puisse-t-il coûter un tel prix exorbitant que les hommes s'arrachent à son terrible esclavage. Puisse-t-il s'épuiser rapidement avant d'avoir tué toute vie dans les océans.

Le nucléaire est le contraire du progrès

Ce n'est pas en construisant à coup de milliards des centrales nucléaires que l'on remplacera le pétrole, au contraire c'est en portant toutes ces richesses, tous ces milliards, toutes ces recherches technologiques de pointe sur l'énergie solaire

que l'on s'en sortira. Au lieu d'employer tant d'efforts, tant de cerveaux, tant d'argent à des œuvres de mort, utilisons tout cela à des œuvres de vie.

Sur la Rance l'usine marémotrice se sert d'une turbine d'un rendement inégalé. Et dans les cartons de l'EDF dorment des projets de petits barrages que ces décideurs dédaignent : en joignant ces deux solutions on produirait rapidement une certaine quantité d'électricité. Oh ! bien sûr, pas Donzère-Mondragon, mais tant mieux si ces barrages produisent peu : ils ne détruiront pas l'environnement et l'électricité se perdra moins dans de courts transports à la petite ville voisine, ils ne poseront pas tous les problèmes des lignes à haute tension.

Avec les milliards des centrales nucléaires, on peut construire des millions de chauffe-eau solaires, ce qui donnera du travail aux ouvriers qui les fabriqueront ; et les poser gratuitement chez les propriétaires pauvres : ce qui donnera du travail aux ouvriers qui les installeront. Avec tout cet argent, on peut faire vendre les chauffe-eau à un prix réduit aux propriétaires peu aisés, et on peut réduire sérieusement les impôts des plus riches. Selon « Le Monde » du 5 avril 79, Marc Ambroise-Rendu, dans un article intitulé « Les Etats-Unis à la conquête des énergies nouvelles », les USA accordent des exonérations d'impôts allant jusqu'au million de centimes à ceux qui s'équipent en solaire.

Avec les milliards des centrales nucléaires, on peut transformer les autobus à mazout en minibus électriques. On peut construire des autos qui marchent à l'alcool (denrée qui ne manque pas en France !).

On peut construire 400.000 logements solaires par an ; et en transformer 600.000 anciens. Cela donnera de l'ouvrage aux gars du bâtiment, et à beaucoup d'autres : des chômeurs, par exemple.

Il faut fabriquer des millions de photopiles : elles donnent de l'électricité sans menacer l'humanité de mort pour autant.

En réalité, il faut se sauver du pétrole, se sauver du nucléaire : ce sont des sources de mort. Il faut promouvoir rapidement et vigoureusement des sources d'énergie 1) renouvelables ; 2) non polluantes.

Les centrales nucléaires produisent la matière des armes atomiques, le plutonium

Les centrales françaises sont nées d'un contrat passé entre l'EDF et l'armée sous la protection du Général de Gaulle naturellement : l'armée voulait sa bombe atomique ! Toutes les centrales nucléaires fabriquent ce terrible plutonium, produit qui n'existe pas dans la nature, et, qu'hélas, l'homme a créé.

L'EDF fait semblant de faire de l'électricité grâce à cet atome si « pacifique » qu'il permet de construire la « force de frappe ». Le plutonium est à la fois un poison d'une violence extrême et un produit éternellement radio-actif. Un poison chimique extraordinaire : des quantités infinitésimales suffisent à tuer un homme ; quelques trente-cinq grammes suffiraient si on les répartissait « bien » à tuer les cinquante millions de Français... Et les centrales atomiques en fabriquent des kilos ! Et

le plutonium ajoute à cette terrifiante qualité une autre encore plus terrible : il est radio-actif ; et sa période est de 20.000 ans : deux cents siècles ! Or la période d'un produit radio-actif est le temps qu'il lui faut pour perdre la moitié de sa radio-activité. C'est-à-dire que lorsque nos descendants (si la radio-activité laisse des survivants), lorsqu'ils auront veillé pieusement sur ce terrible produit de la folie humaine pendant dix fois le temps qui nous sépare de Jésus-Christ, leurs descendants n'auront plus qu'à veiller 20.000 autres années pour que la moitié de la moitié de ce plutonium, soit le quart de ce plutonium ait perdu sa nocivité.

Si Vercingétorix avait construit une centrale nucléaire, nous serions en train de veiller sur ce mausolée, en supposant bien entendu qu'aucune guerre, aucune révolution, aucune défaillance humaine n'ait libéré ce poison.

La centrale nucléaire est, elle-même, un énorme déchet radio-actif. Une centrale est une grande marmite dans laquelle on fait chauffer de l'eau jusqu'à ce qu'elle parte en vapeur faire tourner les générateurs d'électricité : cette immense plomberie s'abîme, devient de plus en plus radio-active ; les nucléaires parlaient de 40 ans au début, puis de 30 ans, maintenant ils admettent 20 ans, et une centrale française a duré 17 ans 1/2. Quand elle est tellement radio-active qu'on ne peut plus y rentrer, on ne peut pas, contrairement à ce que prétend l'EDF, la détruire et décontaminer le site. Il faut la recouvrir d'une épaisse couche de béton en comptant sur un miracle pour qu'elle ne contamine pas tout le pays. On ne peut s'empêcher de penser à nos camarades embarqués dans cette sinistre aventure : ceux qui sont aux premières loges : les travailleurs du nucléaire. Que faire ? Relire la R.P. où se trouve le témoignage de l'un d'entre eux.

Les centrales atomiques menacent l'humanité entière

Pendant la guerre d'Algérie un argument particulièrement ignoble consistait à dire que la guerre tuait moins de Français que les accidents d'automobiles. On retrouve cet argument abominable dans les discours de tous nos suicidéurs, dans celui de Giscard au ministres qui défilent à la télé depuis l'accident de la centrale américaine. La CFDT, visiblement bien renseignée par ses techniciens, et surtout opposée à la bombe atomique, est lucide de ce point de vue.

On a le cœur serré quand on lit telle motion de FO qui réclame naïvement « davantage de prévention », davantage de précautions. Aucun ingénieur pro-nucléaire n'ose affirmer qu'il ne se répand aucune radio-activité hors d'une centrale. Il parle de retenir 98 ou 99 %, ou 99,99 % mais 100 % il sait bien que c'est impossible. Dans l'eau, dans l'air, dans notre boisson, dans nos aliments s'infiltrer cette destruction de la matière qui s'appelle radio-activité ; et aucun de nos sens ne peut nous en avertir. On la compare au feu : mais le feu se voit, on arrive à l'éteindre, il finit par s'éteindre et cesse de détruire : pas la radio-activité.

(à suivre)

Yvette GRILO.

PROPOS D'UN FRANC-TIREUR

Trêve au Sud-Est asiatique

Au début de janvier, les blindés vietnamiens envahissaient le Cambodge, mettant fin au sinistre régime des Khmers rouges, mais pour lui substituer, hélas ! une autre dictature. L'opération apparaissait évidemment comme une réponse de l'URSS à la toute récente normalisation des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et la Chine.

Mais l'intervention des Vietnamiens au Cambodge ne risquait-elle pas d'entraîner une riposte de la Chine ? Et celle-ci une périlleuse réaction en chaîne ?

Les dirigeants chinois prirent tout leur temps — peut-être, après tout, n'étaient-ils pas parfaitement d'accord sur l'attitude à adopter. Deng Xiaoping jugea sans doute indispensable d'aller tâter la température à Washington et partit donc, fin janvier, faire son numéro de charme aux Etats-Unis. Il semble que les dirigeants américains aient tenté de le faire renoncer à son projet d'infliger une leçon au « Cuba de l'Orient ».

Un peu mollement peut-être, puisqu'à la mi-février les troupes chinoises se lançaient à l'assaut des frontières du Vietnam. Ce fut alors le grand suspense : les Soviétiques allaient-ils riposter par une invasion du territoire chinois ? Mais « l'ours polaire » se contenta de gronder.

Cependant, l'opération chinoise se prolongeant, le risque persistait, soit d'une intervention directe de l'URSS, soit d'une sorte de mini-mobilisation de ses satellites pour venir en aide au Vietnam.

Au cours de négociations secrètes menées à Pékin entre Chinois, Soviétiques et Américains, la raison a fini — tardivement — par l'emporter. La Chine, acceptant de considérer comme suffisante la leçon donnée, a consenti à retirer ses troupes, sans exiger en contre-partie l'évacuation du Cambodge par les Vietnamiens.

On était néanmoins en droit de supposer que l'URSS et le Vietnam en avaient admis le principe et qu'une conférence pourrait se réunir, pour élaborer un statut de neutralisation du Cambodge, où le prince Sihanouk retrouverait le pouvoir. C'eût été une solution de sagesse.

C'est, malheureusement, à une offensive de grande ampleur des Vietnamiens contre les Khmers rouges, appuyée sur une aide soviétique considérable, que l'on assiste présentement. Le succès de cette opération risque d'hypothéquer fortement les perspectives d'une solution de compromis.

Nous pourrions donc connaître, à plus ou moins brève échéance, de nouveaux rebondissements de la « guerre d'Asie ». Faut-il se rassurer en pensant que la possession de l'arme nucléaire par les deux super-grands et par leur émule en impérialisme est le gage qu'aucun d'entre eux ne cherchera à pousser trop loin ses avantages ? Méfions-nous ! Un coup de poing trop rudement asséné, et ce pourrait être l'irréparable. Les milliers de morts vietnamiens, cambodgiens et chinois de ce début d'année 1979 constituent déjà une facture suffisamment lourde...

La Vendée iranienne

Parallèlement à ces événements du Sud-Est asiatique, se produisait la « révolution » iranienne.

Le point de départ en avait été, le 9 janvier 1978, dans la ville sainte de Qom, une grande manifestation silencieuse des mollahs et des fidèles protestant contre les attaques dont leur leader en exil, l'ayatollah Khomeiny avait été l'objet dans la presse. La police avait tiré sur le cortège et, dès lors, de quarante en quarante jours, selon le rythme du deuil chiite, de nouvelles manifestations, chaque fois féroce ment réprimées, avaient ensanglanté les villes iraniennes. De son exil irakien de Nadjaf, puis de Neauphle-le-Château à partir de l'automne, Khomeiny fulminait l'anathème contre le chah. Depuis le début de septembre, le mouvement populaire prenait l'allure d'un raz-de-marée.

Cédant à la pression insistante des Américains, le chah finissait, le 16 janvier, par se résigner au départ. Mais Khomeiny refusait toute transaction avec le nouveau premier ministre, le libéral Chapour Bakhtiar. On put se croire alors à la veille d'une guerre civile, dans la mesure où l'armée — la cinquième armée du monde — continuait à affirmer sa fidélité au chah.

Certes, depuis des mois, les manifestants l'appelaient à la fraternisation : « Soldat, viens avec nous sauver le Coran ! » Mais elle hésitait à franchir le pas. L'accueil délirant du peuple iranien à l'ayatollah, le 1^{er} février, contribua sans doute à précipiter le dénouement. Le 9, plusieurs centaines de soldats de l'armée de l'air se joignaient à un grand défilé populaire. L'expédition punitive lancée contre leur caserne par les « Immortels » de la garde impériale devait entraîner la dislocation de l'armée. Le 12 février, l'insurrection était maîtresse de Téhéran.

Un certain nombre d'intellectuels d'Europe occidentale ont éprouvé une sorte de fascination devant le déroulement, à l'allure de tragédie antique, de ces événements d'Iran. Pour Michel Foucault, les sujets révoltés du chah n'étaient-ils pas en train de retrouver « cette chose dont nous avons nous autres oublié la possibilité depuis la Renaissance et les grandes crises du christianisme : une *spiritualité politique* » ? (*Nouvel Observateur* du 9 octobre). Dans son entretien avec Claire Brière et Pierre Blanchet, les auteurs d'*Iran : la révolution au nom de Dieu*, on le sent encore impressionné par l'expression de cette « volonté absolument collective » du peuple iranien : « Je pensais que la volonté collective, c'était comme Dieu, comme l'âme, ça ne se rencontrait jamais... Eh bien, ça, ça se salue, ça n'arrive pas tous les jours » (1).

Hélas ! Le caractère rétrograde du nouveau régime s'est immédiatement manifesté. Avec la complicité bienveillante de l'ayatollah, les comités Khomeiny ont procédé à une épuration sanglante et arbitraire. Des commandos de pseudo-« étudiants islamiques » ont contraint les journaux libéraux à infléchir leur

(1) Claire Brière et Pierre Blanchet : *Iran, la révolution au nom de Dieu*, collection L'Histoire immédiate, Editions du Seuil, 45 F. L'entretien de Michel Foucault avec les auteurs figure à la fin de l'ouvrage. Un autre ouvrage intéressant sur l'Iran avait paru précédemment aux Editions J.-C. Simoen : *L'Iran contre le chah*, d'Ahmad Farouhy et J.-L. Reverier (prix : 46 F). Il fait un bilan précis et sans complaisance de l'œuvre du chah. Le dernier chapitre, consacré aux forces d'opposition, demeure précieux pour la compréhension du contexte politique actuel.

ligne politique. Des groupes armés de couteaux et de bâtons ont disloqué les cortèges de femmes qui protestaient contre l'obligation du voile. Des homosexuels ont été exécutés. Et j'en passe...

Quant au référendum des 30 et 31 mars, son résultat est éloquent : 92,5 % de votants, 99 % de oui. Qui dit mieux ? En commentant les résultats, le premier ministre Bazargan qui s'était à un moment rebiffé contre les excès des comités Khomeiny mais s'est peut-être depuis résigné au rôle de fantoche, a charitablement prévenu les opposants que le peuple « doit se mobiliser pour une nouvelle guerre ». Et il a ajouté qu'une « armée puissante nous est maintenant plus nécessaire que le pain ».

La « révolution au nom de Dieu » est, dans une certaine mesure, la répétition d'une vieille histoire. Celle de la révolte de la Vendée — car la Vendée elle aussi, au départ, fut la « volonté absolument collective » d'une communauté paysanne. C'est aussi, un peu plus tard et à plus grande échelle, l'histoire de l'Espagne — cette « Vendée européenne » — dressée pour la défense de son Inquisition et de son Ancien Régime contre la tentative de despotisme éclairé de Napoléon.

La « révolution au nom de Dieu » du type vendéen ou espagnol, on appelait ça au siècle dernier la contre-révolution. Ou encore la réaction. C'était clair, carré, absolument dépourvu d'équivoque.

L'Empire menacé d'éclatement

On a parlé de « désastre » subi par les Etats-Unis en Iran. L'Iran de demain ne pourra être qu'un adversaire des Etats-Unis. Voire. C'est tout de même, comme le rappellent très justement Claire Brière et Pierre Blanchet, le « vent de Carter » qui est à l'origine de la déstabilisation de l'Iran. Ce sont les premières déclarations du président américain qui, dès l'été 1977, ont déclenché le mouvement de contestation des intellectuels qu'a relayé par la suite l'agitation religieuse.

Certes, du fait des hésitations du chah et de l'intransigeance de Khomeiny, les événements ont évolué de façon très différente de ce qu'avait pu souhaiter Carter. Mais ne nous laissons pas obnubiler par la démagogie anti-américaine du maître actuel de l'Iran. L'ayatollah n'a aucune envie de ranger son pays sous la houlette de l'URSS. Un jour viendra où des contacts avec les Etats-Unis se renoueront. Pourquoi Khomeiny aurait-il plus de scrupules que les dirigeants chinois ? Et les nécessités de la *Realpolitik* amèneront sans doute les Etats-Unis à lui décerner un brevet de défenseur des droits de l'homme analogue à celui que, malgré ses déclarations antérieures, Carter avait décerné au chah, à Téhéran, en janvier 1978.

L'URSS, par contre, a de sérieuses raisons de se sentir menacée par le réveil de l'intégrisme musulman. Depuis la parution, au cours de l'automne dernier, de l'ouvrage d'Hélène Carrère d'Encausse : *L'Empire éclaté*, on connaît l'opposition entre la vitalité démographique des républiques musulmanes de l'Asie soviétique et la démographie assagie des républiques européennes. Les musulmans soviétiques qui sont cinquante millions aujourd'hui — près de 20 % de la population totale de l'URSS — seront cent millions à la fin du siècle, et le tiers à ce moment-là du total.

La vitalité spirituelle de cet Islam soviétique n'est pas moindre. Des sociétés secrètes très structurées y pullulent, dont les effectifs atteindraient un million d'adhérents. Mais il y a aussi et surtout la masse de ceux qui militent au sein du parti et peuplent les administrations et les groupements locaux de tous genres, en maintenant fermement leur identité musulmane. Dans un reportage publié par le nouvel hebdomadaire *Maintenant*, Jean Marabini a présenté ces musulmans de Transcaucasie et d'Asie centrale. Le souvenir de Sultan Galiev vit encore parmi eux. Ce communiste tatar, né vers 1880 dans l'actuelle république autonome de Bachkirie, avait, au début des années 1920, projeté de réunir en un seul état tous les musulmans soviétiques et, à partir de ce foyer révolutionnaire, d'embraser tout l'Orient. Ce rêve avait séduit Lénine et il est sans doute à l'origine de la stratégie du « détour par l'Orient » pour vaincre le capitalisme, qui fit l'objet des débats du Congrès de Bakou des peuples opprimés de l'Orient, en septembre 1920. Mais il devait se heurter au « chauvinisme grand-russe » de Staline qui fit arrêter et vraisemblablement liquider Galiev.

Les dirigeants actuels de l'URSS seraient certainement aussi hostiles que Staline à l'éventualité d'une grande république islamique socialiste qui risquerait de prendre ses distances à l'égard de l'URSS. Mais la contagion peut également jouer en sens inverse. Qui sait si, un jour, l'Islam intégriste de Téhéran n'exercera pas son attraction sur l'Islam « rouge » ?

Interviewé par *Le Nouvel Observateur*, notre ami Charles-André Julien (2) pense qu'il y a là, effectivement, un problème majeur pour l'URSS : « Le péril pour l'Union soviétique, à long terme, ce n'est pas la Chine. Ce sont les républiques musulmanes d'Asie... Là aussi, l'Islam renaît ou plutôt continue. Et on supporte de plus en plus difficilement la tutelle soviétique... De toute évidence les dirigeants soviétiques craignent une contagion dangereuse entre l'Islam iranien qui flambe et leur propre Islam asiatique qui couve sous la cendre... »

On ne peut s'empêcher de penser à ces jeunes officiers serbes qui avaient porté Pierre I^{er} au pouvoir par le coup d'état militaire de 1903 et qui développèrent toute une propagande visant au rattachement au petit royaume de Serbie des populations yougoslaves de l'Empire austro-hongrois. L'attentat de Sarajevo fut l'aboutissement de leur travail de sape et malheureusement aussi le prétexte de la première guerre mondiale.

Dès maintenant, le réveil islamique met en difficulté les Soviétiques en Afghanistan, dont le coup d'état militaire d'avril 1978 a fait un pays satellite. Depuis l'automne dernier, le gouvernement de Kaboul est confronté à une véritable résistance armée

(2) Les Editions Jeune Afrique ont publié, à la fin de 1978, un livre de Ch.-A. Julien : *Le Maroc face aux impérialismes, 1415-1956* (prix : 120 F). Malgré son titre, cet ouvrage est en fait essentiellement l'histoire du Maroc sous le protectorat français. Comme il l'avait déjà fait dans *L'Afrique du Nord en marche*, Ch.-A. Julien y montre comment, dès le consulat de Lyautey, l'administration directe s'était substituée au protectorat. L'hostilité viscérale des colons à toute réforme ainsi que la politique à courte vue des dirigeants français et de la quasi-totalité des résidents généraux y est vigoureusement dénoncée.

animée par deux mouvements religieux intégristes. Les événements d'Iran les ont évidemment galvanisés, les persuadant « qu'il est possible à un mouvement armé de la foi musulmane de renverser n'importe quel régime, qu'il soit appuyé par l'Est ou par l'Ouest ».

« La paix sans accolade »

Si le réveil islamique ne représente sans doute pour l'URSS qu'un danger relativement lointain, il n'en va pas de même pour Israël.

Refusant d'épouser la cause des pays arabes, le régime du chah avait toujours entretenu avec Israël de bonnes relations. De son exil irakien par contre, Khomeiny stigmatisait le « gouvernement usurpateur d'Israël », péril pour les états et les peuples arabes.

Devenu maître de l'Iran, l'ayatollah a réaffirmé avec vigueur son hostilité à Israël et sa solidarité aux pays arabes. Et il a réservé à Yasser Arafat un accueil triomphal à Téhéran.

Conscient du péril, le président Carter, jouant son va-tout, a pris le bâton du pèlerin pour aller arracher à Begin et à Sadate les ultimes concessions indispensables à la signature du traité égypto-israélien.

« Paix de glas, qui ne paraît prévoir d'autre rythme que le tocsin », a écrit Maurice Clavel. J'hésite à aller jusque-là. Mais disons : paix boiteuse, comportant beaucoup trop d'ambigüités et de réserves mentales. Et escamotant en fin de compte le problème palestinien.

Les pays du Front de la Fermeté — Irak, Syrie, Libye, Algérie, Yémen du Sud — et l'OLP ont eu beau jeu de dénoncer, avec plus de force que jamais, la « trahison de Sadate envers l'Islam et le monde arabe », et sa « subordination à l'impérialisme américain ». Et les pays arabes modérés — à commencer par la Jordanie et l'Arabie Saoudite — se sont trouvés plus ou moins contraints de s'aligner sur les irréductibles, à peine de se voir voués eux aussi aux gémonies et, du coup, menacés de subversion interne.

Le traité consiste en fait — et c'est loin d'être négligeable ! — en une paix séparée entre Israël et l'Égypte. Mais en ce cas, elle aurait gagné à être signée dans la foulée du voyage historique de Sadate à Jérusalem, plutôt qu'au bout de seize mois de tergiversations et de marchandages.

Car où est l'enthousiasme de novembre 1977 ? Certes le peuple égyptien exsangue se réjouit de la paix. Quand Sadate est rentré de Washington, Le Caire a illuminé, les quartiers populaires bien plus que les beaux quartiers. Mais l'accueil sans chaleur réservé quelques jours plus tard à Begin était le témoignage d'une indéniable déception.

Même si Sadate venait à disparaître, il ne semble pas que soit à craindre, présentement, l'éventualité d'une nouvelle aventure nassérienne.

Mais la situation désastreuse de l'économie égyptienne ne s'améliorera que lentement, surtout si l'on ne met pas un frein suffisant à l'explosion démographique. La manne des pays pétroliers va s'amenuiser et celle du Jéhovah américain, si importante soit-elle, parviendra-t-elle à améliorer de façon substantielle le niveau de vie ?

C'est alors que le peuple égyptien risque de prêter l'oreille aux vieilles sirènes de l'intégrisme.

Y. SANTEUIL.

QUI PORTE LA GUERRE ?

C'est une bonne idée que vous avez eue de rapporter dans la dernière R.P. la discussion engagée entre vous sur la formule de Jaurès « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », formule qui fut vraie en son temps, parce qu'à l'époque il n'y avait, de par le monde, que des Etats capitalistes susceptibles de provoquer des guerres et pas un seul Etat se réclamant du socialisme, tandis qu'aujourd'hui pour tous ceux qui regardent la réalité en face et ne se contentent pas de répéter de vieilles formules, toutes les guerres connues depuis quarante ans se sont allumées et s'allument encore avec le soutien de Moscou, y compris la première en date, la grande guerre mondiale menée par Hitler en 1939, avec l'accord et le soutien de Staline et qui permit à l'URSS, dans un premier temps, de s'emparer des trois Etats baltes : Esthonie, Lettonie, Lituanie, puis de partager avec Hitler toute la Pologne pour s'attaquer ensuite à la Finlande et lui arracher une partie de son territoire.

Que cette alliance contre nature n'ait pas tenu plus de vingt-deux mois, ce n'est tout de même pas l'URSS qui l'a rompue. Elle serait bien demeurée l'alliée de Hitler si celui-ci n'avait cru qu'il pourrait la briser, après avoir occupé une grande partie de l'Europe. Les grands conquérants finissant toujours par croire en leur infaillibilité après avoir remporté quelques succès.

Hitler vaincu, on aurait dû pouvoir espérer une longue période de paix dans le monde. Or, depuis 1945, on n'a pas cessé d'assister à de nouveaux combats dans quelques points du globe. Et si l'on y regarde de près, on constate que partout, guerres étrangères ou révolutions internes, l'URSS est toujours du côté de ceux qui déclenchent les hostilités, comme on la trouve encore auprès des vainqueurs pour y installer ses « spécialistes » et s'assurer une nouvelle base pour de futures entreprises.

Donc, l'URSS, qui n'est pas un Etat capitaliste, mais un pays où règne un capitalisme d'Etat (qui, jusqu'à présent, n'a pas apporté à son peuple, ni plus de bien-être, ni plus de liberté que les régimes capitalistes que nous connaissons), est le plus grand fauteur de guerres de notre temps.

Avant eux, quelqu'un qui connaissait bien l'URSS, notre camarade Victor Serge, avait avancé dans la R.P. d'août-septembre 1947, cette explication qui mérite réflexion :

Le totalitarisme, tel qu'il s'est établi en URSS, dans le 3^e Reich et faiblement ébauché en Italie fasciste et ailleurs, est un régime caractérisé par l'exploitation despotique du travail, la collectivisation de la production, le monopole bureaucratique et policier (mieux vaudrait dire terroriste) du pouvoir, la pensée asservie, le mythe du chef-symbole. Un régime de cette nature tend forcément à l'expansion, c'est-à-dire à la guerre de conquête.

En tous les cas, pour ce qui concerne les guerres comme pour les modèles de sociétés, nous avons tous cru avant 1917 que les révolutions devaient inévitablement apporter un réel progrès social, avec plus de bien-être et plus de liberté pour les hommes. Or, le seul domaine où les pays qui s'intitulent « socialistes » se montrent supérieurs, c'est dans l'art du mensonge.

F. CHARBIT.

LETTRE OUVERTE AUX MARXISTES

J'avais à l'origine adressé ce texte à « la R.P. » afin d'entretenir une polémique avec Jacques Gallienne à propos de sa profession de foi marxiste. Hélas, le numéro de janvier m'apprenait la mort de ce dernier. Je déplore qu'il ne soit plus là pour me répondre car j'avais eu l'occasion d'apprécier sa personnalité à travers ses articles, même si je partageais assez rarement ses analyses.

J'adresse donc ce texte à tous les marxistes de bonne foi (les autres, de toute manière, se gardent bien de lire « la R.P. ») et je leur demande un débat ouvert sur les méthodes de transformation de notre société. Celles qu'ils prônent me paraissant, ainsi que je l'explique, non seulement impuissantes à établir le socialisme mais dangereuses.

Le marxisme, disent ceux qui s'y cramponnent contre vents et marées, n'est pas responsable de ce qui se passe en U.R.S.S. Et en Chine ? Et à Cuba ? Et en Indochine ? Et partout où s'instaurent des régimes qui se prétendent marxistes ? Le marxisme n'est pas non plus responsable des errements de tous les partis politiques qui s'en réclament ?

Au premier raté (Staline ou Lénine ?) on pouvait invoquer un accident. Un deuxième accident constituait une regrettable coïncidence. Un troisième, un quatrième, un cinquième, etc., évoquent plutôt une habitude sur laquelle le moins que l'on puisse faire est de s'interroger ! D'autant plus que les auteurs des dits « accidents » sont généralement dépeints en termes très flatteurs avant que ne se révèle publiquement le désastre. Désastre que Bakounine avait annoncé alors que le marxisme commençait seulement à se répandre. Au fait, comment appelez-vous des accidents qu'on prévoit ?

Fallait-il être un prophète pour envisager les innombrables borborygmes ou s'enliserait l'idéologie marxiste dès qu'elle se réaliserait quelque peu ? Fallait-il être un maître psychologue pour deviner que le pouvoir conquerrait plus sûrement les révolutionnaires que les révolutionnaires le pouvoir ? N'est-ce pas précisément l'escamotage de ce facteur humain qui constitue le vice rédhibitoire du marxisme ? (1) Quelle tentation de s'aveugler, de se dire : je vais mettre la main sur les leviers et, nouveau démiurge, je ferai naître un homme nouveau, un monde nouveau. Se lèvent les Castro, les Mao, accoucheurs de mondes tristes qui ne ressemblent pas à leurs rêves. Ils pourraient comme le Zapata (2) du film, renoncer, avouer leur erreur, non, ils s'accrochent (ils y ont pris goût). Et pour persuader leurs peuples, et eux-mêmes, de leur réussite, ils suscitent une autre réalité : celle de la propagande. Alors malheur à ceux qui élèvent une voix discordante dans le chœur obligé des louanges. Les méthodes autoritaires, faute de permettre l'instauration du socialisme, permettent au moins de contraindre des citoyens abouliques à clamer leur dévotion à la bureaucratie.

Conquiert-on un pouvoir sans étouffer quelques scrupules moraux ? Des procédés douteux n'appellent-ils pas des hommes douteux ? Des hommes douteux n'engendrent-ils pas des sociétés boiteuses ?

Les marxistes sont en général si obsédés par le pouvoir politique qu'ils accusent le mouvement anar-

chiste de s'être montré incapable de prendre ou de conserver ce sacro-saint pouvoir. Pourtant le premier objectif du mouvement libertaire est de restituer à chaque homme sa part de décision, donc de dissoudre le pouvoir, non de le conserver, surtout pas de le conserver ! Utopie, disait Gallienne. Peut-être (au même titre que les idées philosophiques du XVIII^e siècle). Mais une utopie est une fenêtre sur l'avenir, ce que le marxisme a cessé d'être depuis longtemps : le marxisme est aujourd'hui une fenêtre sur le stalag. Ce marxisme-là est dévoyé ? Certes, comme le christianisme, comme tant d'autres idéologies qui ont le malheur de s'incarner. Qu'elles sont belles les idéologies enfermées dans les livres ou dans la cervelle des rêveurs !

LANGLAND.

(1) Marx jeune avait pourtant trouvé cette belle formule : « La racine pour l'homme c'est l'homme lui-même » (dans *Critique de la philosophie du droit de Hegel*).

(2) *Viva Zapata* d'Elia Kazan sur un scénario de Steinbeck.

PARMI NOS LETTRES

Syndicalisme et politique

de Max ROUX (Haute-Vienne).

Le camarade Yves Santeuil, traitant de ce sujet dans son article « Propos d'un franc-tireur » (numéro de mars 79 de la R.P.), après avoir regretté que « la volonté d'indépendance des syndicats » ait été formulée dans la Charte d'Amiens de façon « un peu trop rigide », se félicite de « l'assouplissement » qui devait se produire par la suite et amener le syndicalisme révolutionnaire à reconnaître implicitement « qu'il lui était impossible de se désintéresser du mouvement socialiste ».

Rappelons à Yves Santeuil que la Charte d'Amiens ne se contentait pas d'affirmer l'indépendance du syndicalisme mais manifestait aussi et surtout son aspiration à une véritable politique originale de transformation sociale que ne traduisaient pas les partis politiques de gauche, notamment par leur mutisme sur la suppression du patronat et du salariat.

En réalité, « l'assouplissement » dans le temps du syndicalisme s'est concrétisé en fait par sa subordination graduelle mais continue au « politique », se présentant comme seul élément positif habilité à traiter de la transformation sociale et ne reconnaissant aux syndicats que la seule tâche de la défense des « légitimes » revendications ouvrières. Et cela, de préférence au moment des grandes échéances électorales.

La toute dernière démonstration en a été faite au moment du « programme commun de gouvernement » où des états-majors dits syndicaux n'ont pas craint de subordonner à la victoire électorale la solution du contentieux ouvrier, soigneusement mis à jour et tenu en réserve pour la circonstance.

La politique politicienne des partis de gauche ayant amené le fiasco électoral, ces mêmes états-majors essaient maintenant de se refaire une crédibilité en « accordant » un droit nouveau aux syndicats par la reconnaissance de la différence et de la contestation que ces bons apôtres ont toujours soigneusement muselées et impitoyablement réprimées lorsqu'ils en avaient les moyens.

Les syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes n'ont pas attendu cette « autorisation » pour contester la subordination du syndicalisme aux aspirations constantes et aux inspirations changeantes des partis politiques dans leur quête du pouvoir.

Est-ce pour nous convaincre de notre erreur qu'Yves Santeuil nous trace un tableau idyllique des « conflits actuels au sein du PS » et des « remous au sein du PCF » ? Est-ce pour mieux convaincre le syndicalisme qu'il a tout intérêt à prendre part à ces sempiternelles « grandes manœuvres » des partis qui prétendent représenter le socialisme et le mouvement ouvrier ? Alors, c'est raté !

Le syndicalisme d'action directe vient de montrer dans le Nord qu'il était plus efficace que les interminables conciliabules politico-syndicalistes, tant il est vrai que rien ne s'offre et que tout se conquiert

Changer soi-même avant de changer les flics

de J. TEILHAC (Perpignan).

« La police est-elle un service public nécessaire » ? se demande Guilloché dans la R.P. de mars. Il répond par l'affirmative et donne l'exemple de la police de la route.

Dans un hebdomadaire libertaire, rendant compte sympathiquement sinon admirativement de la manifestation du 23 mars entre la place de la République et l'Opéra, je lis : « S'opposer à la flicaille, ... il faut le faire ! »

Je propose une troisième voie.

Autant je suis sensible à la notion de « service », autant je suis méfiant à l'égard de celle de « service public ». Service public, en fait, dans nos sociétés, service différent du public, séparé du public, face au public et, finalement, opposé au public, étranger au public, hostile au public. J'ai servi pendant 47 ans dans différents services publics — tant en France qu'à l'étranger — et je connais ce dont je parle : si on m'a dit ou fait comprendre cent fois que j'étais aux ordres de mes supérieurs hiérarchiques (« Monsieur, on n'a jamais raison contre son directeur ! »), pas une fois on ne m'a appris que j'étais au service du public. Il a fallu que je m'en convainque tout seul.

Je reviens à la police : « Les révolutions connues, écrit Guilloché, et plus particulièrement celles du XX^e siècle, n'ont abouti qu'à remplacer une police exécutée par une autre dont les moyens et les exactions étaient équivalents ou pires. » Pas besoin d'un dessin, qui ne serait d'accord ?

Et je reprends maintenant l'exemple de la police de la route. Police de la route-service public, je n'y crois pas. Je crois, par contre, à l'indispensable discipline de la route. Usagers de la route, assumons, assurons, revendiquons cette discipline plutôt que d'en abandonner la réglementation et le contrôle au « Pouvoir » ! Si la « police de la circulation » était faite par des représentants, des délégués des usagers de la route et des lieux publics, au lieu de l'être par des représentants de l'« autorité », tout serait différent, à commencer par la tonalité des coups de sifflet. Je n'éprouverais plus la tentation « malsaine » de traverser en dehors des clous ou de piétiner les plates-bandes de mon jardin public dans le dos de son gardien galonné. De leur côté, les agents de constatation, trop souvent piègeurs et insolents, deviendraient naturellement objectifs et

courtois. Tout serait changé. Mais il faudrait d'abord que nous changions nous-mêmes, que nous renoncions à nous abriter derrière une autorité soi-disant protectrice, que nous nous sentions adultes, co-responsables et solidaires. C'est sûrement très simple, bien que nous soyons encore fort loin du compte.

J'habite un quartier de petits bourgeois avec des petites maisons, des petits jardins et des petits portails devant de petits garages. Sur chaque petit portail, un gros écriteau impérieux : « Défense de stationner », « Interdiction de stationner ». Quelles mœurs ! Elle est à vous, la route devant votre portail ? Vous m'agacez. Priez-moi, poliment, de n'y pas ranger ma voiture, aussitôt, poliment, j'obtempère.

On a les flics que l'on mérite. Il doit bien y avoir, si on veut vraiment se débarrasser d'eux, un moyen moins infantile que de leur casser la gueule pour retomber aussitôt sous une autre « flicaille » !

Erreur de génération

de René DUPUY (Paris).

A propos de cette chronique, je signale à Jean Moreau qu'il a commis une erreur de prénom et de génération. Il ne s'agit pas de Jean Perrin (1870-1942) mais de son fils Francis, né en 1901 (ils figurent tous deux à la page 381 du volume 8 du Grand Larousse Encyclopédique).

Je trouve Moreau bien modéré quand il se contente de justifier par le « droit à la différence » le droit de ne pas croire au Dieu de Jean-Paul II ou à celui de l'Ayatollah Khomeiny. L'un et l'autre de ces derniers se croient bien permis de ne pas croire aux dieux de l'Olympe, ce qui était criminel il y a moins de vingt siècles. Ont-ils prouvé l'inexistence de Zeus ?

« La seule négociation, c'est la guerre ! »

de G. LAMIZET (Var).

Dans le numéro de février, certains camarades ont tiqué devant la très grande différence des jugements que j'avais portés sur la personne de Rocard et sur celle de Mitterrand.

Ils semblent penser que tous les hommes politiques, leurs idées à part, doivent être mis dans le même sac. Ce que je soutenais, c'était une opinion opposée. Tous les hommes politiques sont des ambitieux, et à cause de cela il faut se défier de tous, — mais non pas également, à mon avis. Il y a des ambitions de diverses sortes, et ce serait une grave erreur d'envelopper dans une même réprobation les hommes qui se sont engagés dans une carrière politique — ce dont pour ma part je n'ai jamais eu la tentation — c'est-à-dire qui se mêlent de nous gouverner. On n'est pas près de pouvoir faire en sorte, à mon avis, qu'il n'y ait pas de gouvernement.

La R.P. est une revue syndicaliste ; on ne peut cependant éviter d'y considérer la politique, les partis, leurs dirigeants.

S'agissant de Mitterrand, il y aurait beaucoup de raisons à donner pour justifier à son égard, au point où les choses en sont aujourd'hui dans le monde et au point de son histoire où en est le parti socialiste, une sévérité toute particulière et une défiance redoublée. Je n'en rappellerai qu'une : au moment où les Algériens se soulevèrent contre la domination française, Mitterrand, ministre de l'Inté-

rieur, déclara devant l'Assemblée Nationale : « La seule négociation, c'est la guerre ».

Rien là sans doute qui conduise à être rocardien ; mais c'est assez pour être résolument antimitterrandiste. Je ne songe pas à nier les services que son ambition a conduit plus tard Mitterrand à rendre, grâce à son habileté politique, au parti dont

il était devenu d'emblée premier secrétaire. Mais, sans en être membre ni l'avoir jamais été, je tiens à dire qu'une telle déclaration, pour laquelle du reste il n'a jamais précisément, publiquement et solennellement, que je sache, exprimé de regret, devrait lui interdire, selon mon opinion, d'être à la tête de ce parti.

CHRONIQUE ANTICLÉRICALE : LES POLICIERS AVEC NOUS !

La cause est entendue, du moins à la R.P. la laïcité est le contraire de la neutralité. Elle ne consiste pas à ne parler de rien pour faire de la peine à personne y compris aux camarades syndicalistes mais elle exige au contraire que soit parlé de tout... ce qui est bien commode quant au choix des sujets, on en conviendra, pour le rédacteur de la chronique anticléricale...

Alors, après l'excellent article de Raymond Guillore, parlons un peu de la police de la façon qui est la nôtre, c'est-à-dire à contre-courant et en mobilisant au maximum notre esprit critique.

L'esprit laïque par nature refuse tout manichéisme y compris celui qui opposerait les bons voleurs aux méchants gendarmes et il est arrivé à l'auteur de ces lignes dans une affaire délicate où il s'agissait de préserver les droits d'un enfant de rencontrer des policiers admirables qui ont su prendre illégalement leurs responsabilités et d'avoir maille à partir avec des enseignants (ses collègues) qui n'ont pas osé se risquer...

Remarquons aussi que dans une manifestation ouvrière autorisée — à moins que l'une ou l'autre des deux parties vienne avec des idées non pacifiques (celle de dresser des barricades ou celle de réprimer) — il arrive bien souvent que le militant responsable et le commissaire soient objectivement solidaires — comme disent les marxistes — parce qu'ils sont tous deux soucieux d'éviter le surgissement de la violence...

« Avec sang-froid, nous devons répondre à cette question : la police est-elle un service public nécessaire ? » demande notre ami Raymond Guillore qui répond avec l'honnêteté intellectuelle que nous lui connaissons : « dans les conditions de la société d'aujourd'hui et sans que nous puissions en prévoir d'autres, il faut bien répondre oui à la question. » La raison en est sans doute que s'il n'est déjà pas facile de changer la propriété des moyens de production, il est encore plus compliqué de supprimer la sauvagerie que recèle depuis les temps préhistoriques notre cerveau reptilien...

Seule l'insécurité est naturelle, l'ordre résulte d'un contrat social toujours relatif et provisoire et tout n'est pas louable dans la demande de sécurité qui croît avec l'âge : le goût du risque — ainsi celui que sait prendre le syndicaliste — est signe d'éternelle jeunesse.

Il est vrai que toute société a la délinquance qu'elle mérite et ce n'est pas le fruit du hasard si celle de profit (depuis le vol à la tire jusqu'à la fraude fiscale) est plus importante dans notre environnement capitaliste que celle de comportement (les rixes et les crimes sexuels sont en régression).

Le difficile mais indispensable équilibre ne doit-il pas être maintenu entre les deux plateaux de la balance qui contiennent respectivement les libertés et la sécurité ? Le laisser-faire institutionnalisé... la loi de la jungle et une sécurité sociale méticuleusement organisée en favorisant chez le citoyen une mentalité d'assisté prépare l'avènement d'un état... policier. La violence elle-même qu'elle soit physique ou morale peut être accoucheuse de sociétés suggèrent Marx, Sorel et notre regretté Louzon.

La solution n'est pas simple. C'est que le fléau de notre balance symbolique est constitué par « le droit » et que celui-ci contient deux réalités bien différentes parfois opposées. L'une se réfère à un petit nombre de principes intemporels et absolus : le respect des autres et de soi-même, la responsabilité, la justice, la solidarité, la fraternité que résumant assez bien le terme d'humanisme à condition que ne soit accolé aucun adjectif restrictif (chrétien, marxiste, libéral) sinon celui de laïque qui est par définition universel. L'autre réalité se rapporte aux règles provisoires et modifiables du contrat social. Le quadragénaire qui fait l'amour avec une adolescente de 19 ans ne commet pas de délit après le vote de la loi accordant la majorité à 18 ans alors qu'il était susceptible auparavant d'être poursuivi pour détournement de mineure... De plus, si les atteintes au contrat social, quand elles sont décelées, peuvent être sanctionnées (elles ne le sont pas de la même façon selon que le délinquant est « puissant ou misérable »), l'individu qui manque à la morale universelle sans enfreindre la loi peut toujours agir impunément. Des parents qui n'aient pas leurs enfants sont-ils mieux que le loupard qui récemment a arraché le sac à main de ma compagne ?

Il arrive enfin au droit de réglementer la violence de la guerre... ou de la grève. Mais observent les anthropologues pour la première, si lorsque deux ethnies se rencontrent, elles se combattent trop souvent, elles s'accouplent toujours et il est intéressant pour la seconde de remarquer que la législation bourgeoise elle-même depuis 1864 reconnaît l'existence de la lutte des classes...

Oui, sans doute, pour un laïque, la police est provisoirement nécessaire en attendant l'avènement lointain... de l'Anarchie, au sens philosophique et non au sens prostitué que lui ont donné les bourgeois (ou peut-être les hommes en général) même s'il pense dans un optimisme profond qu'il est des métiers « qu'on ne fait pas » et que certains, surtout s'ils sont syndicalistes, doivent pourtant « bien » faire...

Jean MOREAU.

LETTRE D'AMÉRIQUE

Un récent article du journal quotidien le *Washington Post* proposait, incidemment, une sorte de classement préférentiel des pays européens en fonction du degré de démocratie qui y règne et de la capacité de leurs gouvernements de rallier derrière eux une solide majorité, dépassant les frontières des partis politiques traditionnels. Au premier rang des démocraties « stables » vient, selon le journaliste américain, la Grande-Bretagne et ensuite les pays dits de l'Europe du Nord, de tradition protestante, tels la Norvège, le Danemark, la Suède et la Hollande. Parmi les démocraties moins solides viennent ensuite, toujours dans l'ordre de crédibilité démocratique du point de vue américain : l'Allemagne, l'Italie et enfin la France, sur le point d'ailleurs d'être dépassée par les pays de l'Europe du Sud s'étant récemment débarrassés de leurs dictateurs tels la Grèce, l'Espagne et le Portugal.

La France doit sans doute sa relative mauvaise réputation démocratique aux Etats-Unis à sa longue histoire monarchique et colonialiste, à ses traditions élitistes, encore si vivantes dans l'Université, ainsi qu'aux engouements successifs de tant de nos compatriotes passés ou présents pour Napoléon Bonaparte, Louis-Napoléon, Boulanger, Philippe Pétain et Charles de Gaulle. La France est souvent perçue par les Américains comme un pays où la rhétorique démocratique est très répandue mais où la pratique démocratique est faible. Les Français politisés attendant beaucoup de l'Etat et de leur parti, qui est supposé s'emparer du gouvernement pour satisfaire leurs revendications, plutôt que de s'organiser localement et spontanément pour régler les affaires qui leur tiennent à cœur.

Aux Etats-Unis, au contraire, on assiste à la multiplication des groupes de pression qui s'organisent pour tenter d'apporter une solution à un problème précis et bien délimité. C'est qu'on observe, dans l'opinion publique, un scepticisme grandissant quant à la volonté et à la capacité du gouvernement de s'attaquer aux grands problèmes de l'heure et surtout de les résoudre. Fin mars 1979, par exemple, au lendemain de la signature d'un traité de paix entre Israël et l'Egypte, grâce aux bons offices des Etats-Unis, la majorité de l'opinion américaine ne croyait pas à la solidité de cet accord apparent et n'y voyait qu'une vaste et coûteuse mise en scène imaginée par Carter et ses conseillers pour tenter de regagner quelque popularité auprès de certains éléments très influents du pays. Parmi les démocrates, tout comme chez les républicains, et a fortiori au sein de la masse des abstentionnistes, on trouve nombre de gens qui se méfient du gouvernement et des politiciens traditionnels. De plus les problèmes des sociétés modernes sont si divers, si complexes, leur dimension mondiale et demain peut-être cosmique, dépasse tellement les moyens d'action et les remèdes proposés par les partis, que nombre de citoyens s'en détournent. Au lieu de vouloir jouer aux démiurges et de prétendre refaire le monde, ils se contentent de tenter de proposer une solution raisonnable à un seul problème qui les concerne directement. Des groupes de citoyens consacrant leurs efforts à une cause unique se sont multipliés au cours des dernières années.

J'ai parlé récemment, ici-même, du groupe de pression des fabricants d'armes à feu ainsi que de celui qui demande un strict contrôle de la vente des revolvers. Ces groupes disposent de ressources très inégales, aussi ceux qui ne sont pas soutenus par des affaires commerciales sollicitent-ils activement le concours financier des citoyens « engagés » et en particulier des enseignants. Il ne se passe pas de semaine où je ne reçoive pas la littérature d'un ou de plusieurs de ces groupes de pression à but non lucratif, littérature en général fort bien documentée et très persuasive.

Récemment, par exemple, j'ai trouvé dans mon courrier une lettre de l'*American Civil Liberties Union*, groupement qui s'attache à faire respecter les libertés constitutionnelles de tous les citoyens américains. Cette organisation se trouve actuellement en difficulté parce qu'elle a accepté de défendre le droit du Parti Nazi Américain, un groupuscule de fanatiques tout à fait insignifiant et discrédité, d'organiser une manifestation à Skokie, un faubourg de Chicago où résident de nombreux juifs. L'avocat de l'A.C.L.U., David Goldberger, juif lui-même, accepta de représenter ces peu sympathiques dissidents. Finalement les Nazis renoncèrent à leur manifestation à Skokie, mais leur droit d'exprimer leur opinion publiquement, et donc celui de tout groupe oppositionnel, aussi impopulaire soit-il, de le faire, avait été confirmé par la Cour d'Appel. Cette action et cette décision sauvegardaient l'intégrité d'un principe essentiel au bon fonctionnement de la démocratie.

Avec Amnesty International, l'A.C.L.U. se consacre donc très efficacement à la défense des droits de l'homme. Or, parmi ceux-ci, on s'aperçoit que les plus essentiels sont souvent menacés, sinon bafoués. A l'âge de la surpopulation de la terre entière les natalistes n'ont pas désarmé et ils s'efforcent de faire interdire, partout où ils le peuvent, l'éducation sexuelle et le droit au contrôle des naissances et à l'avortement. A leur rencontre plusieurs organismes privés s'efforcent de trouver des moyens pour limiter le nombre des naissances non désirées. Le *Population Institute* se consacre à l'éducation sexuelle des adolescents. Sait-on, par exemple, que chaque année treize millions d'adolescentes ont des enfants souvent non désirés dans les pays où leur avenir est le plus précaire ? Un autre organisme *Planned Parenthood World Population* enseigne des méthodes efficaces de contrôle des naissances à plus d'un million de jeunes Américains chaque année tandis que N.A.R.A.L. (*National Abortion Rights Action League*) défend le droit à l'avortement attaqué sans relâche par de puissants « lobbies » organisés surtout par l'église catholique qui recueillirent en 1976 près d'un million de dollars pour leur propagande. Ce qui est particulièrement déplaisant dans l'action des natalistes c'est qu'ils essaient par tous les moyens de rendre l'accès à l'éducation sexuelle et à l'avortement difficile, sinon impossible, pour ceux qui en auraient le plus grand besoin, comme les pauvres et les noirs, ceux-là mêmes qui sont le plus durement et le plus longuement pénalisés par des naissances non désirées.

Plusieurs groupes de défense du milieu ambiant sollicitent aussi régulièrement l'appui moral et financier des intellectuels et autres citoyens dont ils supposent qu'ils ont une conscience politique en éveil. Très actifs en ce moment sont ceux qui luttent contre la pollution et les dangers de contamination nucléaire. Le *Environmental Defense Fund* ou E.D.F., le fonds pour la défense du milieu vital, a été créé en 1967 et il compte à ce jour 46.000 membres cotisants. Il s'est donné comme tâche de protéger et, si possible, d'améliorer la qualité du milieu ambiant, d'encourager les économies de combustibles, de protéger la santé publique et d'étudier le développement de nouvelles sources d'énergie. L'importance du rôle de tels organismes privés, indépendants des grandes affaires commerciales et industrielles ainsi que du gouvernement, est particulièrement évidente dans la région de Buffalo. Je suppose que la presse française a donné un large écho au scandale du « Love Canal » ironiquement nommé, pourrait-on croire, où les usines de produits chimiques qui opèrent à proximité des chutes du Niagara ont déversé des milliers de tonnes de produits de haute toxicité. Des dizaines de familles ont dû être évacuées, à cause des risques que les émanations délétères faisaient courir à leur santé et en particulier à celle des jeunes enfants. Et l'on découvre chaque jour en d'autres endroits, aux chutes du Niagara, mais aussi en bien d'autres régions du pays, des dépôts de déchets toxiques qui risquent d'empoisonner les réserves d'eau « potable » et l'atmosphère même.

Mais ce n'est pas encore là le plus grave des dangers auxquels la population des centres industriels et bientôt du pays tout entier se trouve exposée. Après tout on peut se débarrasser des déchets de l'industrie chimique et il existe des procédés éprouvés qui permettent de neutraliser leur toxicité. Hélas il n'en va pas de même avec les résidus produits par les centrales nucléaires. On en est particulièrement conscient à Buffalo où, dans une vallée rurale à 55 kilomètres au sud de la ville, on a stocké depuis des années 600.000 gallons de déchets radioactifs qui constituent un danger de mort pour quiconque serait en contact ou absorberait une particule infime de ces produits qui gardent leur nocivité pendant des centaines de milliers d'années. Ces résidus ont été placés dans des réservoirs d'acier, entourés de béton, enfouis dans le sol. Mais ces réservoirs ont été conçus et construits pour durer une cinquantaine d'années car en 1965, lorsqu'ils ont été installés, on supposait qu'on mettrait au point rapidement une technique permettant de neutraliser la radioactivité de ces détritiques et qu'on pourrait alors s'en débarrasser définitivement. A ce jour il semble qu'il n'existe encore aucun procédé sûr et pratique pour atteindre ces buts. En attendant les habitants de la région se demandent avec inquiétude ce qui arriverait si quelque fissure se produisait dans les réservoirs, ou si quelque autre accident naturel n'entraînerait pas la contamination des cours d'eau de la région, celle des terres qu'ils irriguent et du lac Erié, la source principale d'eau potable pour la ville de Buffalo et les communes environnantes. Une telle contamination aurait des conséquences désastreuses pour la santé de la population, dont on peut même se demander si elle y survivrait.

Plus encore, au moment même où j'écris ces

lignes, l'accident qui s'est produit le mercredi 28 mars 1979 à la centrale nucléaire de Middletown, près de Harrisburg en Pennsylvanie, n'est pas encore maîtrisé: le risque d'une explosion ou de la fusion du noyau n'est pas écarté. En tout état de cause les conséquences immédiates et lointaines d'une telle catastrophe sont inquiétantes. Le porte-parole de l'*Union des Concerned Scientists*, des savants préoccupés, faisait remarquer que cet accident démontre que les systèmes de sécurité ne sont pas sans défaut, que le pire peut très bien se produire et qu'on ne saurait faire confiance en ces matières aux compagnies privées ni même au gouvernement. La gravité des problèmes posés par le développement des centrales nucléaires, dont il est question d'en construire plusieurs centaines aux seuls Etats-Unis, est telle que les plus conscients et les plus engagés des savants américains se préoccupent d'alerter l'opinion publique et d'encourager la recherche de nouvelles sources d'énergie, renouvelables et sans danger, telles que l'énergie solaire et l'énergie éolienne qu'on commence seulement à tenter de capter et d'utiliser industriellement.

Je crois qu'il est inutile d'insister plus longuement sur le sérieux et la gravité des causes défendues par ces groupes de pression. Mais ce qui mérite peut-être qu'on s'y arrête un instant, c'est la technique qu'ils ont mise au point et qu'ils emploient avec succès pour influencer le gouvernement et les grandes entreprises et obtenir d'importants résultats en dépit de la modestie des moyens dont ils disposent. En simplifiant quelque peu on pourrait résumer ainsi les principes de leur action :

1. Il faut recruter et organiser les victimes du danger public qu'on veut dénoncer, qu'il s'agisse des naissances non désirées, des violations des droits de l'homme et du citoyen, ou de l'empoisonnement du public par les produits chimiques ou les déchets radioactifs.

2. Il faut informer et éduquer le grand public, les élus et la presse en utilisant à bon escient les moyens de communication de masse et leurs techniques les plus persuasives.

3. Il faut exercer une pression constante sur les élus et informer leurs électeurs des positions qu'ils ont prises et de la manière dont ils ont voté dans les affaires concernant la « cause » défendue par le groupe.

4. Il faut convaincre un nombre suffisant de citoyens conscients et concernés et obtenir d'eux qu'ils soutiennent activement et financièrement le groupe de pression afin qu'il puisse engager les dépenses de publicité et d'information nécessaires. Selon l'un des organismes cités plus haut, il suffirait d'organiser 5.000 électeurs dans une circonscription donnée pour s'assurer que l'élu, quelle que soit son appartenance politique, votera conformément aux intérêts de la cause.

Plutôt que les vastes programmes des partis politiques c'est dans la poursuite d'objectifs importants, mais limités, que se manifeste l'esprit civique et la conscience démocratique des Américains progressistes. Leur exemple vaut bien les vertigineuses théories et le délire spéculatif de certains intellectuels parisiens à la mode.

Pierre AUBERY.

France SERRET

France Serret vient de nous quitter.

Nous étions nombreux ce 7 mars à l'accompagner au cimetière. Et c'est avec une profonde émotion que beaucoup d'entre nous revivaient en pensée les souvenirs communs d'une période où France et Gilbert, son mari, ont joué un rôle de premier plan. Le dernier adieu n'en était que plus douloureux.

Si le Syndicat ardéchois fut un des plus forts de la vieille Fédération de l'enseignement (dont Gilbert fut un temps secrétaire) c'est surtout à ces deux militants hors pair qu'il l'a dû. Ce fut un véritable syndicat de lutte contre le pouvoir capitaliste et ses « sécrétions » ainsi que contre tous les égoïsmes et les fanatismes partisans.

L'activité de France fut particulièrement importante sur le plan pédagogique. Elle fut une des premières à s'associer activement aux initiatives de la pédagogie Freinet. Elle a certainement profondément marqué ses élèves, non en pétrissant leur mentalité suivant des normes arbitrairement établies comme ne s'y emploie que trop encore l'école traditionnelle, mais en développant les virtualités de chacun, en l'aidant à construire sa personnalité et en instituant dans la classe une ambiance de liberté souriante.

Pendant la dernière guerre, comme on pouvait s'y attendre, France et Gilbert furent déplacés d'office par Vichy et nommés hors du département. Mais de bien dures épreuves ont encore marqué la vie de notre amie : ce fut d'abord la perte de leur petit garçon à 5 ans ; puis la mort soudaine et dramatique de Gilbert... Mais le courage de France surmonte ces terribles secousses. Sa forte personnalité ne se laisse pas abattre et elle sera loin de vivre repliée sur elle-même. Jusqu'au bout elle aura servi.

Une fois en retraite, venue habiter à Grospierrres, sa commune natale, France garde le contact avec nombre de vieux amis. Elle a une vie très active, contribuant à développer la connaissance du milieu local et régional, montrant son indéfectible attachement à ce milieu. Très documentée dans ce domaine, comme aussi sur le syndicalisme enseignant, elle a reçu fréquemment des demandes de documentation de la part d'étudiants ou de professeurs ; et toujours elle répondait avec empressement à ces requêtes.

Comme Gilbert, dans tous ses projets, elle « n'avait pas besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer », et leur vie à tous deux fut constamment sous le signe du refus de parvenir, cher à Albert Thierry.

Quand on constate les aberrations et les drames de la société humaine on est près parfois de se laisser aller au découragement. Il est heureusement des êtres qui nous donnent des raisons d'espérer. Par eux, souvent sans qu'il y paraisse, les choses changent peu à peu. France Serret fut de ces personnes-là. Elle fut une femme au grand cœur, courageuse, serviable, droite et généreuse. Nous qui l'avons connue pendant un demi-siècle et plus, garderons fidèlement jusqu'à notre propre fin le souvenir de cette vie exemplaire.

Paul BOISSEL.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE FEVRIER 1979

RECETTES

Abonnements ordinaires	1.449,—
Abonnements de soutien	1.895,30
	<hr/>
	3.344,30
Souscription	710,—
Pour les éditions	50,—
	<hr/>
Total des recettes	4.104,30
En caisse au 1.2.79	7.568,28
	<hr/>
	11.672,58

DEPENSES

Editions Polyglottes, 2 ^e acompte fin 78	5.000,—
Téléphone	130,66
Tenue de compte	5,—
	<hr/>
	5.135,66
En caisse au 28.2.79	6.536,92
	<hr/>
	11.672,58

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Besus (76), 100 ; Lippe (Belgique), 145,30 ; Lacoste (63), 200 ; Moreau (94), 100 ; Perrière (75), 100 ; M^{me} Guillaume (42), 100 ; Charbit (31), 100 ; Simone Martinet (75), 200 ; Mader (93), 200 ; Fleuret (43), 100 ; Bonnier (83), 100 ; Vonau (75), 150 ; Tohugodo (68), 100 ; Hamelet (75), 100 ; Alessandri (06), 100. — Total : 1.895,30 F.

SOUSCRIPTION

Palix (83), 25 ; Dambourgès (33), 50 ; Perrière (75), 100 ; Fourgeaud (83), 30 ; Ermet (42), 200 ; Humeau (75), 30 ; Tillon (35), 250 ; Hémy (71), 25. — Total : 710 F.

NOTA. — Nous remettons au prochain numéro la rubrique « D'où vient l'argent » pour mars 1979.

Pour la brochure

« L'ACTION SYNDICALISTE »

Dans les précédents numéros nous faisons appel aux lecteurs qui pourraient être intéressés par la réédition que nous projetons d'une brochure de GRIFFUELHES qui fut secrétaire général de la CGT à l'époque de la glorieuse Charte d'Amiens.

Nous renouvelons notre appel, espérant qu'il sera mieux entendu qu'il ne l'a été jusqu'ici.

La brochure date de 1908 ; elle évoque sous le titre « L'ACTION SYNDICALISTE », ce qu'était l'orientation de la CGT refusant alors la tutelle de tout parti politique. Elle n'est pas vieillie.

Une souscription préalable de 17 F est demandée avant réalisation possible du projet. Les camarades intéressés l'adresseront aux :

EDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert - 75018 Paris

CCP 21 7646-88 Paris.